

s o m m a i r e

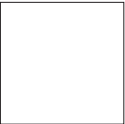
|   |   |    |
|---|---|----|
| ■ | <b>Éditorial</b>  |    |
|   | Religions et liberté en Europe de l’Est – Patrice Dartevelle  | 3  |
| ■ | <b>Dossier - Sport: jeu et enjeux</b>   |    |
|   | Le sport, champion du petit écran – Fernand Letist  | 4  |
|   | Marche, cours, crève... et ressuscite – Fernand Letist  | 7  |
|   | Sports et violences - Relations ambiguës ou réalité sociétale? – Dominique Bodin, Stéphane Héas, Luc Robène   | 8  |
|   | De l’envol à la lenteur – L’entretien de Jean Sloover avec Alain Loret  | 10 |
|   | Les JO à Paris: renaissance ou gloriole inutile? – Olivier Swingedau  | 12 |
| ■ | <b>Société</b>  |    |
|   | Francophones: une victoire à la Pyrrhus? – Isabelle Philippon   | 14 |
|   | «Ni putes, ni soumises» - Mieux vivre ensemble – Propos recueillis par Céline Langendries et Michèle Michiels | 15 |
| ■ | <b>Europe</b>   |    |
|   | Les enfants du malheur – Pascal Martin  | 16 |
| ■ | <b>Monde</b>  |    |
|   | Avec si peu d’équité arrivera-t-on à une réconciliation? - Aurore D’Haeyer                                    | 18 |
| ■ | <b>Religion</b>   |    |
|   | Des catholiques peu conformistes – Hermine Bokhorst   | 20 |
| ■ | <b>Laïcité</b>  |    |
|   | Une déclaration commune - Islam, intégrismes: une appoche laïque  | 21 |
|   | Éloge d’une compatibilité - Un entretien avec Ghaleb Benckeikh – Propos recueillis par Olivier Swingedau      | 22 |
| ■ | <b>Éthique</b>  |    |
|   | Suisse - Comment on peut «mourir debout» – Frédéric Soumois   | 24 |
| ■ | <b>Sciences</b>   |    |
|   | À propos d’Einstein et de l’Amérique – Pierre Marage  | 26 |
| ■ | <b>Chacun porte sa croix</b>  |    |
|   | Les poubelles de l’Histoire – Claude Javeau   | 28 |
| ■ | <b>Culture</b>  |    |
|   | Brol, c’est du belge – Mireille Andries   | 29 |
|   | De la nouille au plexiglas – Ben Durant   | 30 |
|   | Votez Moore! – Vera Kotaji  | 32 |
| ■ | <b>Agenda</b>   | 33 |

est édité par le Centre d’Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

*Espace de Libertés* est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.  
**Rédaction, administration et publicité**  
Directeur: Patrice Dartevelle  
Rédactrice en chef: Michèle Michiels  
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet  
Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyne  
Iconographie: Michèle Michiels  
Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Patrice Dartevelle, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.  
Fondateur: Jean Schouters  
Membre d’honneur: Ghislaine De Bièvre  
Documentation: Anne Cugnon  
Impression: Massoz s.a., Liège  
ISSN 0775-2768  
CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.  
Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61.  
E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Site du mouvement laïque:  
<http://www.laicite.be>

Abonnement:  
11 numéros + 1 Document  
Belgique: 20 □, Étranger: 32 □  
par virement au compte  
n°210-0624799-74 du CAL.



Membre de l’Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).  
Avec le soutien de l’Administration générale de l’Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d’Action Laïque est maître du fichier d’adresses qu’il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: photo © Reuters.  
Notre dossier - *Sport: jeu et enjeux*, pages 4 et suivantes.

# Religions et liberté en Europe de l’Est

PATRICE DARTEVELLE

Le pluralisme religieux paraît aujourd’hui une donnée incontournable en Europe. Nul ne le rejette, quitte à faire souvent l’impasse sur l’incroyance. Dès lors, si ce pluralisme triomphe «les institutions religieuses ne peuvent pas compter sur l’État pour remplir les bancs d’églises»<sup>1</sup>.

Pour peser ce genre d’affirmation, qui tend à soutenir que les Églises s’accordent avec le phénomène ou y adhèrent, faisons un tour par l’Europe de l’Est.

## Le monde catholique

Commençons par sa partie catholique.

Fin janvier, le directeur de *Nie*, l’hebdomadaire satirique le plus lu en Pologne, Jerzy Urban, a écopé d’une amende de 4 900 euros pour un article blasphématoire écrit en 2002 (on n’a pas agi dans la précipitation) à l’encontre du spectacle donné par Jean-Paul II dans les dernières années de sa vie. Les propos étaient vifs, j’en conviens «Cher vieillard! Couche-toi dans ton lit. Tire bien la couverture... Mets-toi les doigts dans le nez, ou gratte-toi entre les orteils, comme tu préfères. Un petit somme et puis caca». Vieux truc éculé mais toujours prêt à servir, la base de la condamnation est l’insulte à chef d’État étranger!<sup>2</sup>

Passons à la Slovaquie (77% de croyants – 64% de catholiques et 11% de protestants). Le concordat signé avec le Saint-Siège en 2000 offre des avantages anormaux à l’Église catholique. Pour le préciser, un traité est actuellement en négociation. Il prévoit la reconnaissance du droit à l’objection de conscience mais la base uniquement sur la doctrine catholique<sup>3</sup>. Pour les non-catholiques, pas d’objection de conscience!

En fait de pluralisme, j’avoue rester sur ma faim.

## Le monde orthodoxe

Dans l’univers orthodoxe, les données du problème ne sont pas tout à fait les mêmes puisqu’on passe d’un univers où l’Église instrumentalise l’État à un autre où l’État se sert de l’Église. En pratique, ce genre de cousinage implique que l’on se rende quelques services.

L’idée orthodoxe de «symphonie» c’est-à-dire d’unité harmonieuse entre la société, l’État et l’Église ne peut convenir à aucune perspective démocratique<sup>2</sup>.

En Russie, la loi de 1997 prévoit un contrôle des religions. Celles-ci doivent être enregistrées. Pour y arriver, il faut avoir existé depuis quinze ans, c’est-à-dire au moment du vote de la loi pendant le régime soviétique .

L’évêque luthérien désigné pour la Russie d’Europe, Siegfried Singer, s’est fait expulser de Russie le 11 avril dernier<sup>4</sup>. Son visa a été annulé et on l’a renvoyé vers Berlin.

Les Russes ont quelque raison de ne pas aimer les Allemands mais ici il n’y a que la transcription de la volonté de laisser l’exclusivité du champ religieux à l’Église orthodoxe. Celle-ci a fait tout pour empêcher une visite de Jean-Paul II en Russie tant elle ne peut supporter l’épine uniata et catholique en «terre» orthodoxe<sup>5</sup>. Du point de vue des laïques, il n’y a pas là beaucoup plus que la guerre entre deux intolérances, certes, mais... intolérance il y a.

En Russie, la chasse aux artistes bat son plein<sup>6</sup>.

Le 28 mars, un tribunal de Moscou a condamné le directeur du Centre Sakharov, Iouri Samodourov, a une amende de 2 800 euros pour incitation à la haine nationale et religieuse. Il avait organisé en janvier 2004 une exposition intitulée «Attention religion!» L’une des œuvres qui y étaient montrées représentait Jésus devant le logo de Coca-Cola avec l’inscription «*This is my blood*» (Ceci est mon sang). L’exposition avait été vandalisée par des orthodoxes radicaux.

À Arkhangelsk, l’évêque Tikhon a fait retirer les affiches d’un festival intitulé *Terror*. Sur celles-ci, dans le o de Terror, on voyait la silhouette d’un crucifié. Sacrilège. Il faut dire que en dessous, il y avait une faucille et une arbalète avec l’inscription «Église du saint communisme».

Le 24 mars, des militants «pro-Poutine» voulaient faire interdire au Bolchoï un opéra, *Les enfants de Rosenthal*, pour pornographie. Dès le 2 mars, une résolution de la Douma exigeait une vérification de la moralité de l’opéra<sup>7</sup>. En réalité, l’auteur du livret, Vladimir Sorokine<sup>8</sup>, est la bête noire des nationalistes, qui ont manifesté en portant des fanions à l’aigle impériale et à la croix orthodoxe. Sorokine a un style cru, aux antipodes du style nationaliste du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour justifier ces poursuites et ces actions, le porte-parole du patriarcat orthodoxe de Moscou, Vladimir Vigilianski, a recours au même argument qu’en Occident: si on disait la même chose des juifs et des musulmans, on crierait au sacrilège. Argument plus spécifique: tout cela fait preuve du même esprit que ce qui a mené à la révolution de 1917.

## Lénine, connais pas

La morale de l’affaire est donc claire: les religions en Europe de l’Est sont aux antipodes de la liberté d’expression et du pluralisme. Contraintes et forcées, elles s’accommodent de la tolérance là où elles ne peuvent faire autrement.

Ceci dit, l’Europe ex-communiste pose, du moins dans le cas de la Russie, une question fondamentale. Certes, les incroyants sont nombreux et je n’oublie pas que ceux-ci sont passés en 1989 du haut du pavé au caniveau. Mais quel a été finalement l’impact de septante et quelques années de communisme athée? Nous devons nous aussi balayer devant notre porte. ▲

<sup>1</sup> Peter L. Berger (professeur de sociologie et de théologie à l’Université de Boston), «Le pluralisme religieux pour une époque pluraliste», *La Libre Belgique* du 17 mai 2001.

<sup>2</sup> *Le Monde* des 27-28 mars 2005 et *Marianne* des 16-22 avril 2005.

<sup>3</sup> Cf. communiqué de la Fédération humaniste européenne du 27 avril 2005, voir site: <http://www.humanism.be>

<sup>4</sup> Cf. *Human Rights Without Frontiers*, <http://www.hrwf.net>, 18 avril 2005.

<sup>5</sup> Natalie Novgayrède, «La Russie est restée terre interdite pour Jean-Paul II», *Le Monde* du 5 avril 2005.

<sup>6</sup> Pour tout ce qui suit, cf. Natalie Novgayrède, «L’Église tape sur les doigts des artistes en Russie», *Le Monde* du 26 avril 2005.

<sup>7</sup> Madeleine Vatel, «L’opéra Bolchoï de Moscou dénonce le retour de la censure», *Le Monde* du 11 mars 2005.

<sup>8</sup> Vladimir Sorokine a aussi été évoqué dans *Espace de Libertés* n°331, pp. 24-25.

# Le sport, champion du petit écran

FERNAND LETIST

Genre très prisé par la télévision, le sport a été phagocyté par un système entièrement tourné vers le profit. Peu importe les vedettes –interchangeables– pourvu qu'on ait l'exploit et l'audience!

Plus que jamais, il trône, sous toutes ses formes, dans la lucarne mondiale. Pilier devenu indispensable de l'industrie télévisuelle, le sport impose ses règles, ses prix, ses exigences, ses lois, et ses excès. On est loin aujourd'hui des Coupes du Monde de papa et de ces Tours de France héroïques retransmis en noir et blanc sur une chaîne unique par pays. C'était le temps de l'insouciance alors que le monde des sports portait déjà en germe tout son potentiel médiatique et ses outrances actuelles.

Le sport, c'est l'instantanéité de l'exploit, la compétition, le suspense, le jeu (collectif ou non), des valeurs sociales louables mais aussi des fiertés locales ou nationales à forte dangerosité. Quel plus beau cocktail espérer pour passionner les foules et les fédérer autour du petit écran! L'émergence des impératifs commerciaux et la course aux rentrées publicitaires ont rendu l'événement sportif indispensable, incontournable dans l'équation télévisuelle. Au

point que cet univers en a perdu la boule, la morale et le sens des réalités.

Le schéma est simple: plus un sportif ou une équipe sont performant(s), plus ils sont rentable(s) en termes de spectacle, plus ils sont aussi courtisés par les publicitaires, les sponsors et même les investisseurs.

Cette roue de la fortune semble depuis vingt ans tourner de plus en plus vite et ne plus connaître de limites. À tous les niveaux.

## Qui dit mieux?

Il y a peu, la chaîne Canal+ France s'est saignée aux quatre veines pour acquérir les droits de retransmission télé, de 2005 à 2008, du pourtant moyen championnat de foot français de D1: 600 millions d'euros! Sautons outre-Atlantique où la chaîne NBC, après y avoir renoncé pendant huit ans, vient de reprendre les droits de transmission –uniquement du dimanche soir!– du football américain. Au prix fort: 2,7 milliards d'euros! Pour redonner un coup de pouce à ses audiences en déclin.

Voici en deux exemples, alors que le fleuve pas très tranquille des relations sports-télévision les charrie par centaines, pointé le tropisme ravageur de la galaxie sports: l'argent.

Celui que gagne sur les greens de golf un Tiger Woods à hauteur de 100 millions d'euros par an; en basket, les 8,6 millions d'euros annuels de Tony Parker au service des Spurs de San Antonio; en F1, un Michael Schumacher rafle 61,5 millions d'euros par saison, alors qu'en football, le budget annuel du club espagnol Real de Madrid atteint les 233 millions d'euros, en ce compris le salaire de Zinedine Zidane: 14 millions d'euros... Indéc.

Il y a aussi l'argent qu'investissent des magnats pour se procurer l'adrénaline d'un rêve ou d'un défi par procuration. Comme le relève un observateur: «*les millionnaires achètent des voitures de sport, les milliardaires des clubs de sport*». Beaucoup de magnats américains possèdent des équipes de basket-ball ou de base-ball. L'observateur poursuit: «*comme des athlètes ou des sportifs, ils vivent dans une logique de performance et de progrès*». Les Ted Turner, Rupert Murdoch et autres milliardaires ont succombé à ces sirènes amplifiées par leurs médias respectifs. En Russie, depuis l'effondrement du communisme, ce sont les oligarques et les mafieux qui ont jeté leur dévolu, parfois violemment, sur tous les rouages du sport et de ses athlètes.

Il y a enfin l'argent que les chaînes de télévision, ou groupes audiovisuels, pris dans une spirale de surenchère, acceptent d'acquitter pour conserver cette production à fort potentiel et aujourd'hui déclinée thématiquement à l'infini sur les offres à péage.

## Une valeur cathodique de plus en plus sûre

Pour les chaînes généralistes confrontées au défi de la télévision numérique du futur (offre et concurrence plus grande, capacité à «zapper la pub», etc.), le sport restera plus que jamais un pilier inamovible sublimant son atout principal: le direct, arme imparable pour fidéliser le téléspectateur et lui imposer, d'une manière ou d'une autre, les

publicités. Il est d'ailleurs symptomatique que pour donner un coup d'accélérateur à la télé numérique de demain et à la télé qualité haute définition, les experts tablent sur la retransmission planétaire de la Coupe du monde 2006 en Allemagne.

Dans cette perspective du règne confirmé des sports les plus porteurs, la bataille autour de l'acquisition de leurs droits multiples est appelée à redoubler. D'autre part, l'événement sportif est en revanche une production «facile», faite pour épouser la télévision, diront même certains. Les lieux sont fixes et adaptés aux besoins des captations, chaque pays peut plaquer sur des images identiques pour tous son commentaire original. Enfin, la chaîne peut à loisir créer comme bon lui semble l'environnement qu'elle désire autour du moment sportif lui-même (plateaux, émissions, etc).

Que pèse en effet, un athlète, un footballeur, un basketteur, un cycliste, infime rouage de la machine planétaire à exploits physiques et performances financières?

## Les sportifs: des pions sur un échiquier géant

Le sport est même prêt à s'adapter dans certains cas aux impératifs de la dramaturgie télévisuelle. En tennis, certaines règles pourraient être revues (moins d'interruptions, suppression du 40 a) pour instaurer plus de piment et de rythme. Dans le couple indéfectiblement lié sport et ➤

## Bouge ton corps...

On le sait, la pratique régulière d'un exercice physique contribue à l'amélioration et au maintien du niveau de santé. Un sport pratiqué de façon hebdomadaire suffit parfois à se prémunir contre les conséquences de nos comportements sédentaires. Selon une enquête sur les loisirs menée par la Commission européenne de l'éducation et de la culture, le sport arrive en troisième place des activités les plus fréquentes des Européens après le fait de regarder la télévision qui est, de loin, l'activité principale et surfer sur internet. Si ces résultats sont, *a priori*, loin d'être inquiétants, lorsqu'on creuse un peu, on se rend compte que de grandes disparités existent entre le nord et le sud de l'Europe. En effet, les populations nordiques ont une activité physique beaucoup plus importante que celles du sud. À titre d'illustration, les Finlandais et les Suédois sont 70% à pratiquer un exercice physique au moins une fois dans la semaine, contrairement aux Grecs et aux Portugais qui avoisinent les 20%. Quant à la Belgique, seul un tiers de la population pratique un sport au moins une fois par semaine. Alarmant?

Source: L'Union européenne et le sport: Bouge ton corps, muscle ta tête, dans «Le Magazine de l'éducation et de la culture», n°23, publié par la Commission européenne, 2004.

## ...muscle ta tête!

Si le sport apporte un bien-être personnel important, il constitue également un instrument essentiel d'intégration sociale et de dialogue multiculturel. Conjuguant le talent individuel avec un travail d'ensemble, le sport favorise l'esprit d'équipe, la communication et la solidarité. C'est pour cette raison que la pratique d'un sport à l'école est fondamentale. Cependant, si le sport favorise l'interculturalité, de (trop!) nombreux sportifs sont encore exposés à des comportements discriminants, à cause de leur couleur de peau par exemple. L'Union européenne et le réseau FARE<sup>1</sup> s'associent depuis quelques années avec de nombreuses organisations sportives, dans le but de soutenir les initiatives européennes et paneuropéennes contre le racisme. En 2004, année olympique, une campagne européenne anti-racisme intitulée *Stand up speak up* fut lancée par des footballeurs de haut niveau, dont Thierry Henry<sup>2</sup>, afin de permettre aux joueurs et aux supporters de football d'exprimer leur désapprobation face aux débordements racistes. Nike s'est associé à la campagne et commercialise depuis plusieurs mois des bracelets noir et blanc dont les bénéfices, gérés par la Fondation Roi Baudouin, permettront le financement de projets de lutte contre le racisme dans le football<sup>3</sup>.

Céline Langendries (st.)

Source: L'Union européenne et le sport: Bouge ton corps, muscle ta tête, dans Le Magazine de l'éducation et de la culture, n°23, Publié par la Commission européenne, 2004.

<sup>1</sup> Football Against Racism in Europe

<sup>2</sup> Joueur de football français.

<sup>3</sup> Ces bracelets sont disponibles dans toute l'Europe depuis le 6 février pour une contribution d'au moins 2 euros dans les points de vente Nike et chez d'autres détaillants d'articles de sport.





télévision, c'est donnant-donnant. Et en principe, tout le monde s'y retrouve. Sauf peut-être l'esprit originel du sport lui-même et les intérêts de celui qui le pratique. Car il y a la tête, les jambes et l'homme (ou la femme) qui va avec.

Que pèse en effet, un athlète, un footballeur, un basketteur, un cycliste, infime rouage de la machine planétaire à exploits physiques et performances financières? Bien peu de chose. C'est marche ou crève, avec pour les privilégiés dans les différentes disciplines, l'illusion toujours éphémère, d'être le maître du jeu. Le système impose sa loi et place lui-même la barre. À l'individu de suivre. D'où les ravages du dopage dans des milieux comme l'athlétisme et le cyclisme, ainsi que ses effets physiques et psychologiques secondaires sur des jeunes sportifs désemparés.

Question mentalité, si l'objectif est toujours bien de gagner, tous les coups sont de plus en plus permis et le fair-play, dans certains sports comme le football, n'est plus qu'un lointain souvenir. Tandis que les hordes de supporters écumant de haine pour l'adversaire noircissent depuis des années l'image de ce que d'autres, candidement, persistent à considérer comme «*l'école de la vie, de la solidarité et du dépassement de soi*».

Demandez aujourd'hui à un sportif professionnel quel est son moteur? À coup sûr, les réponses seront édifiantes de lucidité. Quant aux modèles de réussite que sont censées véhiculer auprès des jeunes, les stars sportives, on est en droit de se demander s'ils ne sont pas aussi vains que ceux de certaines rock stars ou de candidats chanceux aux jeux de télé-réalité.

Et la Belgique dans tout cela, préservée? Loin de là. Mais, par sa petitesse, notre royaume restera toujours mou du mollet, à quelques exceptions près qui se nomment Justine Henin, Kim Clijsters ou de rares épopées de Diables rouges frappées comme en 1986 par la grâce mexicaine. Cependant, le niveau sportif inégal et l'incohérence de notre politique sportive nationale n'empêchent pas notre

audiovisuel, au carrefour d'influences de ses grands voisins, de se mettre au diapason des tendances mondiales sur le terrain sportif.

Chez nous, chaque (re)négociation des droits d'un sport, d'une compétition, d'un événement suit, il est vrai avec une certaine modération, les mêmes tendances que partout. Par exemple, pour mieux rentabiliser le championnat belge, la Ligue professionnelle négocie désormais les rencontres de D1 par «paquets» et non plus d'un seul tenant comme par le passé. D'autre part, la cote de certains joueurs de foot grimpe. Une fois repérés, ils s'expatrieront dans des clubs étrangers plus prestigieux, ce qui condamne la qualité de notre championnat.

Dans un autre domaine, les débats autour du circuit automobile de Spa-Francorchamps attestent à eux seuls de la toute-puissance du sport moteur international et dans ce cas, du lobby des cigarettiers le plus antinomique des sponsors en matière sportive. Bernie Ecclestone a eu gain de cause et les autorités wallonnes se sont couchées devant ce cynique magnat de la Formule 1. Le sport peut aussi être une inquiétante pieuvre, mouvante et féroce, selon ses intérêts économiques.

Alors quoi? Faut-il jeter le sport et son accélérateur de particules étincelantes qu'est le petit écran? Non, évidemment. Qui n'a jamais admiré ne fût-ce qu'un geste, un exploit sportif, de mieux en mieux magnifiés technologiquement par l'éblouissante loupe et focale précise qu'est la télévision? Qui n'a jamais vibré au suspense d'une compétition, fabuleux précipité de la condition humaine ritualisée en sport? Non, le sport est beau, pourvu qu'il reste une affaire d'hommes et non de machines, qu'il se détourne du formatage galopant dans lequel veut l'enfermer un système n'ayant pour finalité essentielle que le profit démentiel. Un système dont la logique abhorre l'imprévu, le hasard et l'atavique incertitude du sport. Soit tout ce qui en fait le sel depuis des milliers d'années. ▲

Cost, notre dessinateur attitré, vient de se voir attribuer le *Press Cartoon Belgium* 2005, par un jury présidé par Dudzinski, le cartooniste du *New York Times* entre autres, «pour son formidable talent graphique» (*Le Soir* du 13 mai 2005). C'est un dessin publié dans le *Journal du mardi*, à propos du chaos irakien qui lui a permis de remporter cette distinction\*. Nos lecteurs ont l'occasion d'apprécier son humour et son talent chaque mois dans *Espace de Libertés*! La rédaction lui exprime ses plus sincères félicitations.

M. M.

\* Ses dessins pourront être admirés lors du *Press Cartoon Belgium*, Knokke-Heist du 19 juin au 4 septembre - [www.cartoon-festival.be](http://www.cartoon-festival.be)



# Marche, cours, crève... et ressuscite

FERNAND LETIST

Dans la carrière d'un sportif de haut niveau, l'ultime exploit consiste à réussir sa reconversion. Un virage difficile à négocier.

Depuis un an, le Belge Harry Van Barneveld est aux anges. L'ex-champion d'Europe de judo, médaillé de bronze aux Jeux Olympiques d'Atlanta en 1996, habitué pendant quatorze ans aux podiums, est... agent de la circulation. Policier de base? Pas mieux? Pour le colosse, c'est au contraire l'extase car, policier, c'était son rêve de gosse et à 37 ans, rangé des tatamis et sans diplôme car tout occupé qu'il était dans sa jeunesse à travailler ses prises, Van Barneveld n'a pas cherché midi à quatorze heures. Il ambitionne de devenir inspecteur et a refermé la parenthèse de son passé sportif assurant que «une fois la carrière sportive terminée, tout le monde vous laisse tomber».

Bien des sportifs peuvent en dire autant mais des cas Van Barneveld de reconversion atypique, cela ne court pas les rues. En général, lorsqu'un sportif raccroche, ça passe ou ça casse. Le secret étant d'avoir préparé cette retraite, souvent de trentenaire, en se projetant déjà dans l'avenir.

Plus facile à dire qu'à faire quand on est un sportif de haut niveau dans un milieu de plus en plus exigeant et poussant l'individu dans ses limites physiques et psychologiques. Le sportif vit au rythme des entraînements et des compétitions. Plus le niveau est haut et moins, en général, il ne prépare ses arrières et son état d'esprit. Dans ces cas-là, quand l'heure de la reconversion sonne, la perspective du vide, de l'inactivité s'impose. La disparition de l'adrénaline et du stress crée un manque tandis que l'angoisse et l'anxiété assaillent le jeune retraité. À moins que...

À moins qu'il ait clairement envisagé sa vie comme une belle course de fond et que son potentiel médiatique, acquis de haute lutte et à la sueur de son front, reste réel. C'est ainsi que par poignées entières, des plus connus comme John MacEnroe aux plus modestes comme nos Benoît Thans ou Bernard Crasson, les télévisions les récupèrent de l'autre côté de l'écran en consultant sportif, avisés commentateurs de complément. D'ailleurs, rester

dans le même univers sécurise. Certains épouseront des fonctions à responsabilités dans l'une ou l'autre fédérations. D'autres deviendront entraîneurs dans le sport qu'ils auront pratiqué. D'autres aussi joueront sur deux voire trois tableaux. Comme Béa Diallo, ancien champion de boxe et député PS. Comme Marc Wilmots, ex-capitaine des Diables Rouges devenu sénateur MR et ayant coiffé en sus à une certaine époque une casquette d'entraîneur de club (Mouscron) et celle de consultant sportif sur deux chaînes de télé (Canal + et Club RTL).

Connus donc «rentables»

Il est clair que dans le cas d'un Wilmots, son parti a joué pleinement la récupération d'une star du sport belge. Bingo puisque «Willy» a recueilli sur son nom, et sans avoir jamais rien fait en politique, plus de 100 000 voix de préférence...

De sa notoriété, Jean-Marie Pfaff, autre star noir-jaune-rouge, a encore plus habilement tiré profit. L'homme aux cols de chemise éternellement sponsorisés depuis que ses bouclettes ont accroché la sympathie du public, a su surfer lucrativement depuis quatre ans sur la vague de la télé-réalité. Un genre qui l'a couronné roi d'un feuilleton réel qui porte son propre nom et reflète sa vie et celle de sa famille nombreuse. Un succès du voyeurisme à la flamande et la célébration éclatante de «*Zan-Marie*», sportif et Flamand connu. Un concept de télévision à lui tout seul.

On pourrait citer aussi Yannick Noah ayant troqué la guitare contre la raquette magique qui avait fait sa gloire. L'ex-champion de Roland-Garros, puis entraîneur de l'équipe de France, est même devenu un petit phénomène musical en France.

Le champion cycliste américain Lance Armstrong vient pour sa part d'annoncer qu'il se rangerait des bécanes après le prochain Tour de France. Pour profiter de la vie de famille tout en ayant sans doute mûri sa reconversion. Marco Pantani, autre champion cycliste n'est plus là depuis le 15 février 2004 pour voir cela. Suicidé, retrouvé dans une chambre d'hôtel, seul avec pour unique compagnie des boîtes d'antidépresseurs apaisant son mal-être de cycliste aérien dans la victoire, redescendu en piqué dans la réalité d'une carrière finissante et d'une reconversion nécessaire.

Beaucoup de sportifs aussi, capables d'encaisser toutes les frustrations pour quelques moments d'extase vitaux, paient cash le fait que la roue tourne et que le changement de braquet est indispensable pour bien négocier le virage. Toutes disciplines confondues. Accrocher la gloire est comme un saut périlleux à la poutre. Il faut veiller à son équilibre et savoir se réceptionner en toutes circonstances. ▲



## Sports et violences

# Relations ambiguës ou réalité sociétale?

DOMINIQUE BODIN, STÉPHANE HÉAS, LUC ROBÈNE\*

Maîtres de conférences à l'UFR Staps de Rennes 2 et membres du LAS (Laboratoire d'Anthropologie et de Sociologie).

## Le paradoxe du sport n'est-il pas de rassembler des individus qui s'opposent?

Parler de sport renvoie chacun de nous à une multitude d'images ayant marqué et rythmé notre vie. Le sport est sociabilité. Il est aussi éducation et socialisation par l'apprentissage de règles édulcorées et du respect des autres mais aussi par les vertus qu'il véhicule: combativité, efforts, persévérance... Il est rêve et stimule l'imagination: le sportif est un héros auquel les plus jeunes s'identifient, un modèle qu'ils imitent. Il n'y a qu'à observer une école de football le mercredi après-midi, et voir tous ces gamins répétant sans cesse les dribbles de Zidane, Beckham et bien d'autres. Le héros sportif est le nouveau héraut des temps modernes porteur de valeurs et modèle intégrateur. Le sport est également un spectacle qui provoque des passions, engendre des émotions, et invite à la discussion. Enfin, il est cohésion sociale lorsque, en 1998, l'équipe de France de football «multicolore» devient le symbole, fût-ce temporaire, d'un pays «black-blanc-beur» uni dans la victoire.

### Au-delà des présupposés laudatifs

Mais le sport change parfois de nature et connaît bien des dérives. Paraphrasant Bernard Jeu<sup>1</sup>, on peut se demander s'il a toujours quelque chose à voir avec l'humanisme et la sagesse. À d'autres occasions, il peut évoquer les tricheries, dopages et violences. Des matches arrangés aux buts marqués de la main, des produits dopants utilisés aux dérives mercantiles du CIO (Comité international olympique), il bouscule alors nos représentations collectives et nos idées reçues. Le sport peut également faire peur lorsque se produisent de temps à autre des affrontements ou des catastrophes entraînant des morts comme au Heysel en 1985, à Bastia en 1992 ou encore à l'Élis Park de Johannesburg en 2001. Il dérange alors au point parfois que médias et dirigeants en arrivent à cacher ou feindre d'en ignorer les dérives. Il en est ainsi du hooliganisme<sup>2</sup> qui, pour tous, est le fait des autres, des Anglais de préférence, de ceux de Liverpool en particulier depuis le Heysel en 1985, même si chaque pays en Europe connaît et subit ses manifestations qui, loin de diminuer, tendent à prendre de

l'ampleur dans de nombreux pays<sup>3</sup>. Il effraie et oblige les hommes politiques à réagir devant les troubles et manifestations racistes et xénophobes qui semblent se multiplier dans les stades de football un peu partout en Europe, plus particulièrement et très récemment en France, en Espagne et en Italie. Les manifestations et propos racistes et xénophobes des spectateurs, au sens générique du terme, ne sont ni nouveaux, ni plus nombreux qu'autrefois. Les mesures législatives qui ont été prises dans la plupart des pays d'Europe depuis quelques années pour endiguer ce phénomène<sup>4</sup>, tout en restant très souvent inappliquées, montrent à l'évidence que racisme, xénophobie et idéologies politiques ont déjà une histoire un peu partout en Europe<sup>5</sup>.

Ces violences ne sont pourtant qu'une anthologie des possibles à laquelle il conviendrait d'ajouter des violences plus feutrées comme les incivilités<sup>6</sup> (contestation de l'arbitre, provocation des joueurs adverses), les violences verbales et symboliques habituelles (insultes à l'encontre des joueurs, des arbitres, provocations des supporters adverses), celles liées à la domination masculine, de la place (ou de l'exclusion) des handicapés ou encore de la négation des sporti(ve)fs homosexuel(le)s dans un monde où les normes s'avèrent masculines et viriles, de la domination économique à travers, entre autres, le partage des bénéfices des JO au profit des pays développés, aux violences physiques subies et acceptées par les sportifs eux-mêmes (dopage, blessures, etc.) pour arriver à leurs fins. Ce qui entraîne parfois, pour certains athlètes de haut niveau à des blessures irrémédiables (dans le cas de la gymnaste française Élodie Lussac), à des morts prématurées (comme celle de l'américaine Griffith Jonyer), à des modifications métaboliques irréversibles (dans le cas des ancien(ne)s athlètes de l'ex-RDA), le harcèlement moral et/ou sexuel à l'encontre des athlètes féminines est fréquent, même si les affaires sont souvent tues ou étouffées<sup>7</sup>, pour n'aborder que quelques thèmes.

### Où il est question de la (vraie) nature du sport

Les relations entre sport et violence s'avèrent nombreuses et beaucoup plus complexes que ne l'avaient entrevu Elias et Dunning<sup>8</sup>. Certes, on assiste avec l'avènement des sports modernes à une évidente diminution de la violence physique entre les compétiteurs. Le sport dans sa forme moderne semble «aseptisé». La violence qui s'y joue ainsi que la «mort» annoncée de l'un des protagonistes sont symboliques. La finalité n'est tout simplement plus la même. Alors que les jeux anciens étaient essentiellement une préparation ou un substitut à la guerre, le sport au XX<sup>e</sup> siècle a progressivement assimilé d'autres finalités et

valeurs: éducation, hédonisme, santé, culte du corps, compétition, spectacle, insertion sociale ou professionnelle, intégration, cohésion sociale, etc.

Ce n'est certes pas la seule raison. La société en se pacifiant a abaissé chez les individus le seuil de tolérance à la violence. Les activités sportives ont suivi le même cheminement au point que les plus violentes d'entre elles, la boxe par exemple, ont vu leurs effectifs fondre en l'espace d'un siècle, au profit d'activités physiques émergentes qui privilégient l'esthétisme ou la nature (gymnastique rythmique et sportive, escalade, surf). Le sport est ainsi un puissant révélateur de nos sociétés et de leurs transformations, de nos cultures et de la manière dont elles gèrent et conçoivent le débridement des émotions des individus qui les composent. Elias et Dunning allaient plus loin, affirmant même que «la connaissance du sport était la clé de la connaissance de la société».

Mais ce qui distingue le plus nettement les sports modernes des jeux anciens est leur fonction au sein de la société: les sports modernes participent au contrôle de la violence. Inventé en premier lieu pour parfaire l'éducation des jeunes gens appartenant à la «haute société anglaise, l'aristocratie terrienne et la gentry», le sport, en raison de l'émergence du temps libre, s'étend progressivement au reste de la société en offrant, tout à la fois, un moyen d'«apprentissage du contrôle et de l'autocontrôle des pulsions» (respect des règles, de l'adversaire, de l'arbitre...) et un «espace toléré de débridement des émotions» (pratique physique servant d'exutoire, présence de spectateurs qui encouragent et vocifèrent). Les titres et sous-titres du livre d'Elias et Dunning, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, montrent bien la place qu'ils attribuent au sport. La première ambiguïté du sport moderne se trouve pourtant là. Il s'agit bien d'un espace social codifié et euphémisé où la violence est *a contrario* de celle observée dans les jeux anciens plus symbolique que réelle, mais c'est aussi un lieu comme nul autre dans nos sociétés contemporaines, où l'on peut se rendre pour exprimer sa passion, son désespoir, sa ferveur et/ou son mécontentement, sa violence, et s'en libérer.

### Les paradoxes

Paradoxalement, ce sont bien les violences du sport et ses dérives qui ont commencé à fournir les bases de ce projet commun, en engageant les nations européennes à combattre ensemble les fléaux les plus remarquables tels que les manquements à l'éthique, le hooliganisme et la violence dans les stades, ou le dopage. La contrainte et les désagréments ont ainsi créé les conditions de l'entente, de l'union et de la force, ce qui est plutôt encourageant. Le positionnement européen dans cette lutte, initiée par le Conseil de l'Europe à travers différentes conventions, renforcée par le soutien de la Commission européenne et du Parlement, montre que le sport se structure également à travers ses dérives, excès et problèmes.

Le sport n'est cependant pas que violence. Il est peut-être tout simplement ce que les hommes en font. Le sport n'est pas éducatif, intégrateur, socialisant, facilitateur de dialogue interculturel en lui-même. Il n'est qu'un moyen et que le résultat de notre volonté et de notre activité sociale. Le sport est tout simplement «le jeu de société au sens le plus noble du terme»<sup>9</sup>, celui qui met en exergue les enjeux sociétaux et les interactions humaines, les relations subtiles entre possibles et interdits. S'il est parfois le théâtre de la déraison, il offre également au plus grand nombre un exutoire. Il fait rêver nos enfants qui, s'identifiant à leurs héros sportifs, rêvent de devenir champions à leur

«Le travail de cet artiste, foisonnant d'idées, revêt les formes les plus diverses: peinture, dessin, sculpture, installation, vidéo, photographie. Des ponts relient son œuvre à d'autres disciplines: économie, sciences, médias...». Courtesy galerie Sollertis-Toulouse (France).

tour. Il est aussi un puissant facteur d'intégration et d'insertion sociale. En France par exemple, nul ne se pose la question de savoir si Zidane, ou avant lui Platini, sont des immigrés de la deuxième génération ou simplement français!

Le sport est une fête qui permet la communion et la relation entre les peuples. L'ouverture et la clôture des Jeux Olympiques sont là pour nous rappeler que le sport n'est pas seulement l'opposition et la confrontation d'individus et de nations, mais bien le rassemblement de ceux-ci en un même lieu où, se rencontrant, s'affrontant et se mesurant, ils apprendront à se connaître, à accepter et apprécier leurs différences. Le sport est également un moyen de «reconstruire» les individus. La prison en est un exemple parmi d'autres. Au «surveiller et punir» de Foucault<sup>10</sup> qui a prévalu durant des siècles dans une logique utilitariste de la peine, se substitue aujourd'hui une volonté éducative dans laquelle le sport s'inscrit, non pas dans une simple logique occupationnelle, mais comme un moyen parmi d'autres de permettre aux détenus de se socialiser à travers une activité ludique.

Dans un esprit totalement idéaliste, voire utopique, ou moralisateur, le sport et les sportifs devraient être plus purs et empreints de plus de retenue. Mais le sport peut-il être meilleur que le reste de la société?<sup>11</sup> Au-delà de son intérêt éducatif, hygiénique... n'est-ce pas également dans la déraison que se situe justement tout l'intérêt du sport? Car ce sont bien ses propriétés scéniques et dramatiques, sa nature oppositive et déraisonnable, les tricheries et frasques de ses sportifs qui font travailler l'imaginaire collectif au point de le rendre passionnant et discutable par tous et en tous lieux. Le sport entretient le paradoxe car, ce qui est à son fondement «c'est la contradiction. Le principe qui rassemble les individus dans le sport, c'est la volonté de s'opposer»<sup>12</sup> au point qu'il puisse devenir un lieu fusionnel où se réalise la communion d'individus que parfois tout oppose culturellement, économiquement, politiquement ou socialement, ce que les hommes politiques échouent bien souvent à mettre en œuvre dans la société ordinaire: une certaine forme d'humanisme. Les actions menées par «Sports sans frontières» au Kosovo pour faire coopérer les enfants des différentes communautés sont à ce niveau exemplaires. ▲

On peut trouver ce *Ballon carré* (1998) de Fabrice Hybert dans le petit ouvrage *Imaginer voir*, un projet pédagogique d'Evelyn Fischer-Lenotte (éd. La Lettre Volée, 64 p., 14 €). Plus que d'un manuel d'initiation à l'art contemporain, il s'agit plutôt d'une invitation, à l'adresse des jeunes, à se familiariser avec l'art contemporain, sous forme de vade-mecum pour les parents et les pédagogues.

<sup>1</sup> B. Jeu, 1985. Le sport a-t-il quelque chose à voir avec l'humanisme et la sagesse?. *Cinésiologie*, XXIV, 1985, 324-326.

<sup>2</sup> D. Bodin, *Le hooliganisme*. Paris, Puf, coll., 2003, QSJ?

<sup>3</sup> En France, un rapport confidentiel des Renseignements Généraux en date du 17 décembre 2001, intitulé «hooliganisme, la violence supportériste» insiste sur l'extension du phénomène.

<sup>4</sup> A. N. Chaker, *Études des législations nationales relatives au sport en Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 1999.

<sup>5</sup> D. Bodin, L. Robène, S. Héas, *Sports et violences en Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2004.

<sup>6</sup> Petits faits non pénalisables et non répréhensibles mais qui finissent par détériorer les relations sociales.

<sup>7</sup> Il faut aussi beaucoup de courage et de patience aux athlètes féminines pour faire valoir le préjudice physique et moral subi. Il en fut ainsi de cette affaire jugée en 1993 dans laquelle comparurent quatre athlètes de la Fédération française d'athlétisme, accusés du viol de leur collègue féminine.

<sup>8</sup> N. Elias, E. Dunning, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1986, traduction française 1994.

<sup>9</sup> B. Jeu, *In honorem, Le sportif, le philosophe, le dirigeant*, Lille, Pul, 1993, 46.

<sup>10</sup> M. Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1971.

<sup>11</sup> D. Bodin, (dir.), *Sports et violences*, Paris, Chiron, 2001.

<sup>12</sup> Jeu, *op. cit.*, 38.





## L'entretien de Jean Sloover avec Alain Loret

# De l'envol à la lenteur

### Nouveaux rapports à l'autre, au corps à la nature... et à la compétition: le sport alternatif est arrivé!

Les sports de glisse ont remplacé les austères disciplines olympiques. Du moins dans les activités physiques privilégiées par l'homme de la rue. D'où vient cette mutation des valeurs sportives? Le sociologue Alain Loret, professeur au Centre d'Études des Transformations des Activités physiques et sportives de l'Université de Rouen, tente ici de répondre à cette question. Auteur de *Génération Glisse*<sup>1</sup> et de *Concevoir le sport pour un nouveau siècle*<sup>2</sup>, il nous suggère que les nouvelles pratiques sportives plongent leurs racines dans la révolution culturelle des années soixante. Explications.

Alain Loret, comment caractériseriez-vous la culture sportive que la société occidentale a développée au XX<sup>e</sup> siècle?

Il s'agit d'une culture sportive traditionnelle en ce sens qu'elle répond aux normes et aux valeurs de l'olympisme: engagement personnel, quête de résultats, fair-play, dépassement de l'agressivité, respect des règles, des autres, de l'institution, de l'arbitre, etc. Cette culture sportive olympique est fondée sur des «disciplines».

C'est l'éducateur français Pierre de Coubertin qui a théorisé cette culture?

Pierre de Coubertin était impressionné par l'exemple de la pratique sportive en Angleterre, nation alors considérée comme la locomotive économique du monde. Il estimait que la manière dont les Anglo-Saxons faisaient du sport –au travers du rugby en particulier– apprenait aux jeunes à s'ajuster à des adversaires imprévisibles, à une position inattendue du ballon, bref, à s'adapter constamment à un environnement fluctuant. Il estimait que là résidait le rude écolage qui faisait la supériorité des capitaines d'industrie britanniques. Autrement dit, de Coubertin regardait le sport de compétition comme un facteur de performance économique. De compétitivité.

Nous sommes alors à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une dizaine d'années après la promulgation des lois Jules Ferry qui ambitionnaient de faire de l'école publique le vecteur d'une culture nationale française homogène.

Le sport, à cette époque, se résume à l'éducation physique, à une gymnastique d'entretien, laquelle consiste, pour les élèves, à reproduire simplement une série de gestes enseignés par l'instituteur. Pierre de Coubertin cri-

tique cette dialectique de reproduction: il importe, professe-t-il, de passer de l'éducation physique à l'éducation sportive et il développe, à cette fin, l'idée de faire renaître les jeux antiques dans une logique moderne. Le succès de l'idée est phénoménal.

Moitessier, Warhol et Kerouac

Face à lui, se développe, selon vous, une «culture sportive alternative». En quoi consiste-t-elle?

Elle se distingue des disciplines olympiques par un autre rapport aux autres, au corps et à la nature. Par rapport aux autres, il ne s'agit plus ici d'entrer en compétition avec des adversaires, mais d'établir une connivence avec des partenaires. Par rapport au corps, il ne s'agit plus d'exploiter au maximum son capital physique en vue d'établir la meilleure performance possible, mais de le préserver au mieux afin de rendre possible le maintien de l'activité le plus longtemps possible: avant on était vieux à 18 ans, aujourd'hui on veut être encore vert à 60... Enfin par rapport à la nature, il ne s'agit plus de pratiquer une discipline sportive dans un espace – piscine, stade, gymnase – qui est un artefact de l'environnement naturel, mais dans la plus grande proximité possible avec celui-ci.

D'où vient ce phénomène? Il ne semble pas explicable en tout cas par des évolutions endogènes au sport lui-même.

Le sport est bien évidemment partie prenante de la société. À ce titre, l'émergence de la «culture sportive alternative» s'inscrit clairement dans la révolution culturelle lancée par les événements de Mai 68 et leurs prolongements: à l'instar de celle qui, en 1968, a visé l'ensemble des institutions et des règles sociales, elle résulte de la contestation de la règle sportive même si cette contestation s'est manifestée avec une dizaine d'années de retard, tant les schémas de la culture sportive traditionnelle imprégnaient alors la conscience collective.

Une exception, pourtant: Bernard Moitessier?

Ce marin de légende était, en 1968, largement en tête de la première édition de la course autour du monde à la voile sans escale. Au passage du Cap Horn, il renonce cependant à rejoindre l'Europe, préférant rallier Tahiti et demeurer ainsi quelques mois supplémentaires en mer à bord de son célèbre ketch rouge «Joshua». Ce renoncement spectaculaire aux honneurs, aux récompenses et à la compétition au profit d'une démarche personnelle au plus près des éléments fait de Moitessier le premier glisseur. Et le seul contestataire du sport olympique de l'époque... Le récit de son odyssée s'intitule d'ailleurs *La longue route*: une allusion probable au livre culte de l'Américain Jack Kerouac, *Sur la route*, livre de chevet de la *Beat generation*...

Comment s'est manifesté le rattachement de la culture sportive alternative à la mouvance protestataire soixante-huitarde?

Un signe parmi d'autres: la mutation des couleurs associées au sport. Les teintes du sport olympique –essentiellement le bleu, le blanc et le rouge– renvoient sans mystère au drapeau national pour bien souligner la dimension d'utilité publique des disciplines concernées. Mais, dans les années quatre-vingt, apparaissent le rouge, le jaune, le violet, le vert pomme, le rose fluo qui sont les coloris psychédéliques hérités du *pop art* et d'Andy Warhol qui entendaient précisément dépasser les canons de la culture bourgeoise.

De l'individualisme collectif

Dans la musique, le langage ou la publicité liés à l'activité sportive, une évolution similaire peut-elle également être mise au clair?

Absolument. Une firme classique comme Adidas avait pour slogan: «*L'essentiel du sport*». Quand Nike apparaît, l'entreprise change radicalement de discours et martèle «*Just do it!*», une référence à peine déguisée au livre du contestataire américain Jerry Rubin, «*Do it*», apologie de la révolution parue dans les années soixante. De son côté, la marque Reebok professe: «*Break the rules*». Une invitation à faire du sport sans règles, qui se situe aux antipodes des disciplines olympiques.

Si l'on en croit des philosophes comme Marcel Gauchet ou des sociologues comme Gilles Lipovetsky, l'individu contemporain est de plus en plus réticent à accepter les normes sociales inhérentes aux groupes. Le désintérêt pour les disciplines olympiques participerait-il de la même tendance?

Effectivement.

Corollaire de cet individualisme: l'attachement identitaire. Quelle part assume-t-il dans le jaillissement de la nouvelle culture sportive?

La tradition sportive olympique valorise l'équipe. La culture sportive alternative, la «génération glisse» valorisent, elles, l'individu inséré dans un collectif. Ceux qui pratiquent le skate, les rollers, le snowboard, le surf, la planche... –toutes techniques étroitement apparentées– exploitent tous une même combinaison vitesse/décollage. Le but, c'est le vol. En atteste l'iconographie associée à ces techniques: les magazines de skate ou de surf montrent toujours les sportifs concernés lorsqu'ils sont en l'air. Pourquoi voler? Certes, pour ressentir des sensations fortes, vertigineuses, fût-ce au prix du danger. Mais aussi pour la frime, pour se faire voir. Pour se donner en spectacle aux siens, à ses partenaires. À sa tribu, son gang ou sa bande comme on dit. Une certaine recherche de l'autre rejoint donc une préoccupation personnelle. C'est pourquoi il me semble que l'on peut parler ici d'individualisme collectif.

La pression du marché, notamment avec le formatage des esprits par la publicité que vous avez évoqué, est-elle étrangère à l'apparition de la culture de la glisse? Convaincre les gens de faire du sport autrement n'est-ce pas ouvrir, à la consommation de masse, de formidables horizons?

Sans doute. Mais les industriels ont-ils vraiment la capacité d'influence que vous suggérez? Je crois qu'ils suivent plutôt la demande. Que c'est le marché qui, en l'espèce, prime.



Éloge de la lenteur

Étrangement, pourtant, le sport que l'on regarde est resté essentiellement un sport de compétition dans la tradition classique de l'olympisme. Le «Vendée globe» n'a plus rien à voir avec les rêveries écologiques et spirituelles d'un Bernard Moitessier: les «60 pieds open» des participants sont de véritables planches à voile faites pour glisser sur les déferlantes des «Quarantièmes rugissants».

Les médias, l'industrie audiovisuelle, qui ont besoin de dramaturgie, continuent donc à privilégier le sport olympique de compétition.

L'obsession des «nouveaux sportifs» pour la vitesse en vue de l'envol est-elle pour autant toujours d'actualité?

Il ne s'agit plus ici d'entrer en compétition avec des adversaires, mais d'établir une connivence avec des partenaires.

Des cyclistes selon Pierre Lefèvre (Musée d'Art spontané, rue de la Constitution 27, 1030 Bruxelles).

La glisse est sans doute en voie de dépassement. Je constate en tout cas une attirance grandissante pour des pratiques plaisancières –kayak, marche, VTT, ski de fond, etc.– qui offrent une lenteur de déplacement propice à la contemplation, à l'observation, à l'écoute de la nature. Cela étant, il est probable que cette nouvelle évolution sera à son tour dépassée dans une vingtaine d'années par le cybersport qui permettra de faire de votre chambre la piste noire de Chamonix. Par exemple, grâce aux nouvelles technologies virtuelles, il sera possible de la descendre sans bouger de chez soi tout en ressentant les bosses, en entendant le bruit et en sentant les odeurs du site naturel.

La logique de concurrence, dites-vous, s'estompe aujourd'hui dans le sport au profit d'une logique que vous baptisez de «connivence». N'est-ce pas paradoxal à l'heure où la «guerre économique» phagocyte la vie?

Peut-être cette logique de connivence peut-elle être regardée comme une réaction à la guerre économique. Comme un rejet de sa compétition exacerbée, de ses grandes hiérarchies industrielles et de ses organigrammes étouffants... ▲

<sup>1</sup> Éditions Autrement.  
<sup>2</sup> Presses universitaires du sport.



Le vrai «sport»... ce sera de pouvoir les payer!

# Les JO à Paris: renaissance ou gloriole inutile?

OLIVIER SWINGEDAU

Le 6 juillet prochain, le Congrès réunissant les 118 membres du CIO (Comité international olympique) à Singapour élira «la» ville des Jeux Olympiques de 2012. Au «centre» du monde, l'Hexagone –pour qui la victoire ne fait plus aucun doute– a trouvé de subtils moyens pour s'extasier –en tout chauvinisme très peu tempéré– de la future «grande œuvre française». Tout en craignant amèrement la pagaille potentielle occasionnée tant par les grincheux professionnels (une ethnie locale) que par l'incurie des pouvoirs publics menacés chaque jour par les débrayages. La finale du 100 mètres ravagée par la grève de France 3 alliée à celle de Roissy et de la RATP, ça ferait mauvais genre... Analyse.

Depuis le «triomphe triomphal» de la Coupe du Monde 1998, il n'existe plus guère de «grandes causes» qui méritent le soutien de toute la classe politique française. Qui fassent sortir drapeaux, autocollants, pin's, illuminations triomphales le soir sur l'Hôtel de Ville et l'Assemblée nationale. Qui hérite d'un affichage omniprésent, de galas, d'émissions de télé et de comités de soutien... Le galimatias de la Constitution européenne a fait un peu désordre et le réchauffement climatique ne paie plus, ni le sida, ni l'annulation de la dette du tiers-monde...

Reste (peut-être) cette grande foire du sport-spectacle: les Jeux Olympiques. Impossible de se déplacer dans Paris sans voir un de ces logos «Paris JO 2012». Ils sont partout: métro, journaux, télé, tee-shirts ringards... Tout cela pour un spectacle qui pourrait avoir lieu dans... sept ans. On frôle déjà l'overdose.

Sur fond d'opinions binaires, aussi nuancées qu'une bonne tranche de tête de veau, le rouleau compresseur de la candidature française n'a jamais fait l'objet du moindre débat sérieux, ni politique, ni public. Ruissellement d'argent oblige... Seul le café du commerce fait recette. Comme toujours en France, entre «les pour», et «les contre», pas d'idées au milieu. Il paraît que ce doit être le signe d'un manque de courage...

## Les «contre»

Pour eux, les JO, c'est comme le Tour de France. Ça n'a rien à voir avec le sport... mais tout avec la compétition. Et l'argent.

Le «repère» olympique du quartier des Batignolles, qui deviendrait le village olympique si...

Il ne s'agit pas de «participer, mais de gagner» pour retourner la formule (con)sacrée du Baron. Athènes, c'était déjà pas mal avec ses piquouses et ses athlètes –des pays pauvres...– se faisant prendre la main dans le pot de confiture, les pays riches échappant aux contrôles. De même, le nationalisme exacerbé des Jeux ne paraît contradictoire à personne alors qu'on nous rebat les oreilles de la «volonté de dépassement des frontières» et la «grande amitié mondiale».

Le pouvoir –immense– du CIO a, de plus, toujours su exalter la corruption de la race des seigneurs. Juan «ça m'arrange» Samaranch n'est plus là mais l'auguste organisme s'est (encore) fait coïncider dernièrement par un journaliste de la BBC<sup>1</sup>.

Charlotte Nenner et Sylvain Garel, conseillers (Verts) de Paris, et Bernard Maris, économiste et écrivain, parlent dans *Le Monde*<sup>2</sup>... de sous. De gros sous. Très grosse industrie à milliards, donc investissements lourds. Rendez-vous compte: 24 millions d'euros seront dépensés pour le seul dossier de candidature de Paris. Sans compter la garantie financière de la Ville et de la région: plus de 2 milliards d'euros, soit 1 000 euros par francilien (habitant du bassin parisien).

Les investissements sont à la charge de la Ville, comme l'arrivée du Tour, de l'État ou de la région, mais les bénéfices démentiels générés par les droits TV n'iront pas, eux, aux collectivités. Depuis la nuit des temps (olympiques) et sauf exception, les villes organisatrices se retrouvent lourdement endettées, voire ruinées, pour un profit maximum du CIO et des gros sponsors multinationaux. Modèle économique ultralibéral: la charge pour la collectivité, les bénéfices privatisés dans la plus grande opacité. D'autant que les généreux sponsors ne font pas dans la dentelle: très loin du commerce équitable et des valeurs sportives, ils célèbrent la malbouffe, les vêtements fabriqués par des enfants aux salaires minables dans d'infectes dictatures... Premiers parrains de la candidature de Paris: un marchand d'armes, un exploitant de centrales nucléaires, un distributeur d'eau au passé sulfureux...

Le choix même de Paris semble problématique. Après l'engouement d'une décentralisation mitigée, Paris la très polluée a-t-elle besoin de marées humaines? «C'est de plus la ville la plus visitée au monde, son prestige international n'est pas à construire», remarque B. Maris. «A-t-elle alors besoin d'équipements de grande envergure supplémentaires? Nous retombons dans le centralisme».

Socialement et écologiquement, il aurait été selon lui (et pas que lui, loin de là) plus constructif d'organiser les JO dans une métropole d'Afrique ou d'Asie dépourvue d'infrastructures sportives modernes. Mais là, les sponsors n'aiment pas. Et puis, des pauvres risquent d'essayer de pénétrer dans ces temples du dollar tout-puissant... Quelle horreur! Et puis cet argent ne serait-il pas mieux utilisé dans «Paris à deux vitesses»?

Les inégalités sociales deviennent catastrophiques dans la Ville Lumière: petite enfance, (non)-aide aux personnes âgées, pollution, habitats insalubres... On souffre à Paris, en 2005. A-t-on alors besoin d'un vélodrome, de quelques stades en plus, et d'un bétonnage (la zone des Batignolles pour le village olympique)?

## Les «pour»

Outre leur petit drapeau sur l'avenue des Champs-Élysées en juillet, les «pour» brandissent –à juste titre sem-



ble-t-il, du moins à court terme– l'argument de la création d'emplois dans le sport et le tourisme (pour la plupart précaires et/ou délocalisés). Tout en parlant de «légitime ambition», et de «chance pour l'Île-de-France».

Car Paris, c'est vrai, ne se limite pas au périphérique. On l'a constaté à Barcelone ou à Athènes: l'horizon d'un tel événement est un accélérateur des mutations urbaines. Paul Chemetov, un architecte français de belle pensée<sup>3</sup>, veut les concevoir dans le cadre d'un développement solidaire de l'agglomération centrale.

«En trente ans, Paris a connu une profonde transformation et court le risque de se muséifier», avertit Chemetov. «Dans le même temps, les territoires de première couronne de la banlieue ont, eux aussi, évolué. Après la Défense, une nouvelle génération de projets territoriaux –la Plaine de France, Seine-Amont, la Boucle-Nord, Boulogne ou le Val de Bièvre– émergent, laboratoires de nouvelles échelles et de nouvelles formes de négociation urbaine. Pourtant, le vocabulaire politique ne semble exprimer que la correction de situations anciennes», ajoute Chemetov.

Depuis peu, on assiste à une évolution. De nombreuses communes et deux départements ont signé avec la capitale des accords de coopération; des approches communes pour les bois de Vincennes et de Boulogne et pour les canaux sont adoptées par les villes riveraines. La Seine devient l'enjeu d'un projet d'une ligne de bateaux-bus extérieure (Joinville-Suresnes). Plus loin, plus vite.

Ce n'est pas ce que vivent, en tout cas, les 5 millions de personnes qui sont, aussi, chez elles à Paris parce qu'elles habitent et travaillent au cœur de la métropole qui reste marqué par de profondes inégalités: la desserte par les transports en commun, la densité et la localisation des équipements et services publics, l'accès à l'éducation et à la formation, la qualité de l'habitat et du cadre de vie... «L'insuffisance et les dysfonctionnements des transports ne sont pas plus acceptables que les disparités fiscales entre Paris et la banlieue. La capitale et l'agglomération ne peuvent aller bien qu'ensemble. Sans cela, Paris à l'échelle mondiale serait un village, celui rêvé par Amélie Poulain», ajoute Chemetov.

Si les autoroutes, les trains rapides, les ports et aéroports restent encore dans la sphère étatique, l'infrastructure des routes départementales et municipales, des trains régionaux, des canaux, des parcs et des bois, des grands équipements peut devenir le support du réseau public qui est une des conditions de l'unité métropolitaine. Sa mise en forme suppose évidemment une valeur d'œuvre qui s'impose aux projets.

Seule une grande «conférence métropolitaine», préfiguration d'un «atelier de la métropole parisienne» d'inventions et de confrontations, pourra contribuer à créer le consensus vraiment populaire. Occasion formidable de se doter de grands équipements, les JO –s'ils ne restent pas une finalité en eux-mêmes– peuvent relancer une métropole, comme Barcelone en 1992. Précisons quand même que, depuis, les Catalans n'ont pas fini de payer leur dime...

Un peu cyniquement, on pourrait ajouter que nous, les Belges, sommes peut-être encore les mieux placés: les travaux, la dime et la gabelle (si, si...) pour les Parisiens, le calme pour nous et le Thalys pour nos virées cyclistes et/ou olympiennes... Que désirer de plus? ▲

<sup>1</sup> «JO 2012: la BBC accuse deux membres du CIO de corruption» in *Libération*, 4 août 2004 (Reuters).

<sup>2</sup> *Le Monde*, 20 mars 2005.

<sup>3</sup> Chemetov sur «Promenades d'architectes», la passionnante émission de France 5, et dans *L'Humanité* du 29 septembre 2001. Dernier ouvrage paru: «Paul Chemetov: un architecte dans le siècle», texte introductif de Catherine Tricot, collection Archi-textes, n° 13, éditions du Moniteur, novembre 2002.



Francophones

# Une victoire à la Pyrrhus?

Isabelle Philippon

Rien ne justifie que le gouvernement de Guy Verhofstadt n’ait pas remis sa démission après l’échec des négociations autour de BHV. Rien, sauf la peur de l’extrême droite.

Une vraie convivialité entre le ministre flamand Ch. Peeters, le ministre président Y. Leterme, la CD&V V. Heeren et F. Dewinter du Vlaams Belang, le 18 mai dernier au Parlement flamand...

Le gouvernement Verhofstadt II a sauvé sa peau, le 11 mai, au Parlement. Après avoir vécu pendant un an sous la menace d’une crise, il a obtenu la confiance des parlementaires de la majorité et peut, enfin, en revenir aux «choses sérieuses». On veut dire: oublier l’«affaire» BHV (c’est-à-dire la scission de l’arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde), au sujet de laquelle les francophones et les Flamands n’ont pas

pu dégager un accord, et se préoccuper des fins de carrière, du financement de la sécurité sociale, du taux d’emploi et du contrôle des dépenses de l’État. Voilà pour la version officielle. Mais qui serait assez naïf pour croire qu’il suffira de ranger le dossier sur l’étagère «2007» et le laisser se recouvrir de la poussière de l’oubli? Les francophones ont, certes, remporté le match qui les opposait, à ce sujet, aux partis flamands unanimement soudés qui revendiquaient une scission «sans délai et sans compensations» de cet arrondissement empoisonné. Mais il ne faut pas se faire d’illusions: le frigo dans lequel on veut remiser l’institutionnel se transformera vite en cocotte-minute.

Car le nord du pays, furieux et humilié, va s’ingénier à compliquer la vie des francophones, y compris au sein du gouvernement fédéral. Et les matières sociales, budgétaires et environnementales (au rang desquelles figurent les vols de nuit à proximité de Zaventem!) sur lesquelles ce dernier a juré de se pencher désormais ont toutes, sans exception, de forts relents communautaires. Cela promet. Et il y a fort à parier que, d’ici au lendemain des prochaines élections législatives (au plus tard au printemps 2007), date à laquelle il faudra négocier un nouvel accord de gouvernement, la liste des exigences flamandes se sera considérablement allongée. La scission des soins de santé, celle du rail et de la mobilité font, depuis longtemps, partie du cahier de revendications nordistes. Autrement dit, le match que ceux-ci viennent de remporter pourrait rapidement s’avérer être une victoire à la Pyrrhus...

Alors, après avoir consacré tellement de temps et d’énergie au problème de BHV, après avoir claironné à plu-

sieurs reprises qu’«une solution était possible», et après avoir été contraint de constater que non, elle ne l’était pas, pourquoi ne pas avoir tiré les conséquences de l’échec? Parce qu’il pourrait bien être impossible, après des élections, de former un gouvernement dont la composante flamande atteigne la majorité au nord du pays. Les sondages donnent, en effet, le Vlaams Belang gagnant en Flandre, devant le CD&V, le SPA et le VLD. Il a déjà fallu la réunion de ces trois partis pour parvenir à former un gouvernement régional flamand capable de damer le pion à l’extrême droite. Et, sans aucun doute, c’est cette dernière qui aurait profité le plus d’une campagne électorale placée sous le signe communautaire...

On en est donc là, en Belgique: le recours aux urnes ne constitue plus un remède contre la paralysie de l’État. Dans tous les pays démocratiques, les élections permettent de relancer la machine, de redonner du cœur à l’ouvrage aux responsables politiques, de leur permettre de recouvrer une légitimité populaire. Partout, ou presque, mais pas chez nous. Car les partis démocratiques flamands, incapables d’enrayer la progression de l’extrême droite, ont peur de leur ombre. Sans cela, les Belges seraient retournés aux urnes depuis belle lurette: la plupart des ministres et présidents de parti en conviennent plus ou moins publiquement. Déjà, à l’automne 2004, le dossier DHL –décidément, les initiales ne portent pas chance à Verhofstadt...–, du nom de la société allemande de courrier express qui espérait pouvoir étendre ses activités sur le site de l’aéroport national, aurait pu précipiter la perte de la majorité, tant elle l’avait mal géré. À l’époque non plus, la chute n’avait pas eu lieu, pour les mêmes raisons. Les élections régionales d’octobre 2004 auraient dû déboucher sur le constat que, décidément, la violette était bel et bien fanée. Du côté francophone, d’ailleurs, elles ont donné lieu à un changement d’alliance à la Région wallonne et à la Communauté française, où les libéraux ont dû céder la place au CDH. En Flandre, on l’a dit, il a fallu se résoudre à une inconfortable tripartite. Mais, au fédéral, rien: l’immobilisme. Que l’on ne s’étonne pas, dès lors, que les assemblées parlementaires soient éteintes, que les ministres se muent en acteurs de théâtre et que l’État belge ressemble à un fantôme... ▲

«Ni putes, ni soumises»

# Mieux vivre ensemble

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CÉLINE LANGENDRIES ET  
MICHÈLE MICHIELS

Lancé en France en 2003 par Fadela Amara, suite à l’assassinat de Sohanne, une jeune fille de 19 ans, brûlée vive dans le sous-sol d’une cité, le mouvement «Ni putes, ni soumises» milite pour une société laïque, métissée et égalitaire, contre toute forme de discrimination ou d’exclusion et pour l’émancipation des femmes. Deux responsables du mouvement étaient à Bruxelles pour évoquer leur campagne «Respect», lancée en France par le pôle jeune.

Mais revenons aux principes mis en avant par Mohamed Abdi, secrétaire général du mouvement NPNS: «Notre association s’organise autour de principes simples que sont l’égalité, la mixité, la laïcité car nous pensons que ce sont à la fois des objectifs et des moyens. Des objectifs, car nous voulons vivre dans une société d’égalité, de mixité et de laïcité et des moyens parce que chaque fois que cet objectif n’est pas réalisé, on se saisit de ces éléments pour le réaliser. Ce qu’on appelle le “relativisme culturel” porte un danger en soi car cela peut miner le “vivre ensemble”: il consiste à dire que chaque acte ne peut être jugé qu’à l’aune de la culture dans laquelle il est posé. On accepte ainsi des atteintes à l’intégrité physique de l’être humain (excision, mariage forcé...). Nous pensons que le voile, par exemple s’inscrit dans cette logique parce qu’une femme qui porte le voile, ce n’est pas pour nous un problème de religion, c’est un outil d’oppression. Il porte en lui le sceau de l’humiliation, c’est le symbole du maintien de la femme dans un statut d’éternelle mineure. Cela s’inscrit dans un ensemble: une femme qui porte le voile ne va pas à la

piscine avec un homme. Faut-il donc construire des piscines pour les filles, organiser des transports pour les filles, des cours particuliers de biologie pour les filles...?».

Quant aux modes d’intervention de l’association, ce sont essentiellement «des débats, notamment autour de ce qu’on appelle les communautés qui ne représentent finalement qu’elles-mêmes», continue Mohamed Abdi. Nous nous battons quotidiennement contre la discrimination et pour l’égalité. Nous recherchons l’audience des partis démocratiques. [...] Aider à promouvoir un islam modéré, une religion “light” n’a pas de sens selon nous. L’islam est confronté aujourd’hui à ce que la religion catholique a vécu en son temps. La culture musulmane a rendez-vous avec l’histoire et si elle veut continuer d’exister aujourd’hui, elle doit accepter l’égalité des femmes, refuser la discrimination. Il est nécessaire de replacer le religieux dans le domaine de l’intimité».

## La mixité en danger

Le mouvement, qui dispose d’antennes en Suède, en Espagne, en Allemagne, en Hollande... existe également à Rabat, à Abidjan, en Nouvelle-Calédonie. Les demandes viennent de partout, ce qui prouve que les problèmes rencontrés en France existent ailleurs. Une nouvelle antenne est prévue à Bruxelles. Latifa Zoubir, une des responsables du pôle «jeune» de NPNS: «Ce pôle émane d’une demande accrue des écoles qui souhaitaient recevoir des informations, organiser des débats... On a constaté un peu partout ces dernières années que les rapports entre les garçons et les filles devenaient plus violents, même au sein de l’é-

cole. La mixité est en danger alors qu’elle est fondamentale pour le “vivre ensemble” déjà évoqué. On vient d’éditer un “Guide du respect” que nous envoyons aux élèves pour qu’ils le lisent avant les débats qui sont organisés. Que trouve-t-on dans ce guide? «Conçu par des militants, des avocats, des psychologues, des enseignants, il aborde trois thématiques qui recouvrent des sujets encore plus ou moins tabous: la sexualité, le poids des traditions et la violence», continue Latifa Zoubir. Composé de témoignages, de questions, de conseils, le Guide du respect est à mettre dans toutes les mains, pour éduquer, expliquer: le désir, les relations sexuelles, la virginité, le viol, la violence, l’homophobie... Comment le dire, comment (ré)agir, à qui s’adresser...

## Des jeunes très en demande

Et comment réagissent les jeunes lors des débats? Très en demande d’explications, «les garçons sont souvent plus ouverts que les filles, qui restent persuadées qu’elles ne sont pas maîtresses de leurs corps. Généralement, les stéréotypes tombent peu après», selon L. Zoubir.

L’association, qui fonctionne essentiellement avec des bénévoles, est proche du PS français et de SOS Racisme. Elle est controversée dans les milieux communautaristes pour un discours parfois ressenti comme discriminant envers les cités et leurs jeunes. L’ULB soutient en tout cas la dimension citoyenne –avec ses droits et ses devoirs– de la démarche de «Ni putes, ni soumises», choisissant la culture du dialogue avec les jeunes générations d’origine immigrée. ▲

Une affiche de campagne de l’association.

Pour plus d’informations:  
[www.niputesnisoumises.com](http://www.niputesnisoumises.com)



## Union européenne

# Les enfants du malheur

PASCAL MARTIN

Ils se prostituent. Ils mendient. Ils sont battus. Un million d'enfants sont victimes de par le monde du tourisme sexuel, de la pornographie ou d'autres formes intolérables de travail. L'Europe n'échappe pas à ce fléau.

Ces images ont fait le tour du monde: victimes de la politique nataliste de Ceausescu, des milliers d'enfants avaient été entassés dans des orphelinats qu'une pauvreté extrême transformait en mouroirs. Récemment, la diffusion d'un document du même acabit en a conduit plus d'un à penser que la Roumanie va toujours à vau-l'eau, intégration européenne ou non. Ajoutons ces gosses qui mendient et volent dans les capitales occidentales, et l'on obtient le piètre portrait d'un pays incapable de sortir d'une période de transition où tous les coups sont permis.

La Roumanie pourtant change, à entendre ceux qui vivent sur place, nationaux et étrangers. Mais pour les professionnels du terrain, cette mutation est encore loin de signifier la fin du calvaire pour un nombre d'enfants qu'il est difficile d'estimer. La misère qui accable toujours certaines parties du pays fournit la matière première de trafics ignobles. Reste

que les indicateurs sont optimistes. Une satisfaction qui n'a rien d'une consolation puisque le fléau s'est aussitôt reporté sur la Moldavie voisine, plus déshéritée encore, plus isolée, moins assistée.

Ce que les Roumains nomment la «désinstitutionnalisation», la sortie des enfants des institutions où ils croupissaient, semble porter ses fruits. Les gosses sont placés dans des familles d'accueil moyennant une allocation qui permet à celles-ci de survivre. Si la méthode n'est pas sans éveiller le spectre des Thénardié, elle a le mérite d'être réaliste dans un pays où le salaire moyen

tourne autour des 125 euros - même si l'on sait que l'économie informelle compte pour beaucoup dans l'origine des revenus des ménages. L'assistance des organisations non gouvernementales, les exigences et les aides européennes, enfin la prise de conscience même tardive des autorités roumaines expliquent en grande partie l'embellie.

### Ventes d'enfants

Mais rien n'est gagné. Des enfants roumains continuent à être vendus, certains pour venir mendier chez nous. S'il faut se fier à la statistique, leur nombre est toutefois en baisse:

28 mineurs ont été renvoyés chez eux en 2004 (sur 1 280 illégaux) contre 42 en 2003. Les actions menées sur place finissent par payer. «En 2003, raconte un diplomate en poste à Bucarest, des petits gars de Maramures (nord) avaient été reconduits à Zaventem après avoir mendié à Anvers. De retour dans leur village, ils s'étaient comportés en vainqueurs de la nouvelle économie, costume-cravate et cheveux gominés en prime. Ils étaient devenus des héros. Et tous les gosses du coin s'étaient aussitôt mis à vouloir aller mendier en Belgique. D'où cet afflux dans nos rues. Il a fallu qu'un policier occidental fasse œuvre pédagogique dans leur région pour que cela cesse. Ce trafic-là est aujourd'hui dérisoire».

Il n'en empêche pas d'autres, à commencer par la prostitution. Preuve d'une misère tenace, des filles sont toujours vendues par leurs parents aux marchands du sexe qui les envoient dériver à Hambourg, Anvers ou Amsterdam. À moins qu'elles ne tombent amoureuses d'un recruteur étranger qui leur fait miroiter un Eldorado de paillettes ou simplement un travail. «Ici, explique un criminologue, mesurer le phénomène est impossible. La conscience de la perte de dignité est parfois telle chez ces femmes qu'elles refusent de parler de leur vie souillée. À trop rester opaque, ce milieu est difficile à connaître et à combattre».

Cette absence de transparence, on la retrouve a fortiori chez les roms où les mariages arrangés de fillettes âgées d'une douzaine d'années ne seraient pas rares. Mais qui s'en soucie? Parler des tziganes aux Roumains revient à engendrer chez une large majorité d'entre eux un sentiment de répulsion, fait de haine et d'incompréhension. Les clichés ont la vie dure. «Avec les roms, on a tout essayé», explique ce journaliste de la radio officielle. «Construisez un immeuble, mettez-y des Roumains et des Tziganes et vous verrez à quelle vitesse ces derniers vont souiller l'endroit». Les programmes que mène ici l'UE ne serviraient à rien, à l'en croire. «Les gens de Bruxelles viennent nous dire que nous devons leur prodiguer de l'instruction, parce que ce serait soi-disant le seul moyen de les arracher à leur condition. Nous avons déjà essayé cela pendant 45 ans, ça n'a jamais marché. Plusieurs fois, nos enseignantes ont été violées». La discussion sur la maltraitance des enfants tziganes prend un tour surréaliste: «Les roms sont un

peuple sans religion, donc sans discipline, sans attentions spéciales pour les enfants. Ceux-ci ne représentent rien pour eux. Ce ne sont que des objets destinés à faire du commerce».

À nouveau, l'image de la Roumanie en prend pour son grade. Mais autant le rappeler, elle n'est pas seule à afficher un palmarès aussi peu glorieux. Au sein des Vingt-Cinq, de telles situations ont été souvent dénoncées. En République tchèque ainsi, de véritables bordels à ciel ouvert juchés sur la frontière avec l'Allemagne existaient encore il y a un an, en dépit des efforts fournis par Prague pour renouer les attentes de Bruxelles. Une ville nommée Cheb s'était même fait une triste réputation en se transformant en souk pour pédophiles. En 2003, une éducatrice de rue notait lors d'une conférence organisée par l'Unicef à Bruxelles que «l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales a également -par rapport à la prostitution des femmes- augmenté de façon considérable». Il était également question de commerce de nourrissons. «Des enfants d'autres régions de République tchèque et de pays d'Europe centrale et de l'Est sont transférés vers les régions frontalières, et de là vers l'Allemagne et d'autres pays d'Europe de l'Ouest comme l'Angleterre et la France. Nous avons également entendu certains dire qu'ils avaient travaillé aux Pays-Bas et en Belgique», disait-elle encore. Parmi les raisons avancées, il y avait le caractère bon marché de ce tourisme sexuel -une aubaine pour les clients occidentaux- la pauvreté des pays d'origine des enfants prostitués, leur asservissement aux drogues. Parmi les risques encourus par les jeunes victimes, celui de contracter le virus du sida n'était pas le moindre.

### Mendicité

Si les autorités tchèques n'ont d'autre choix que d'éradiquer le mal, les résultats se font encore attendre. Côté européen, un arsenal juridique destiné à lutter contre cette forme d'esclavage se met progressivement en place, réduisant la marge de manœuvre des proxénètes, du moins théoriquement. Si la Constitution européenne est adoptée, ce combat ne sera plus l'affaire de chaque État, mais de leur collaboration. C'est un acquis important du nouveau traité qui inclut par ailleurs la Charte des droits fondamentaux où l'on peut

lire que «les enfants doivent avoir le droit à une protection et à l'attention si besoin pour leur bien-être». Les gosses qui mendient dans les couloirs du métro Schuman se chargent bien malgré eux de rappeler chaque jour aux autorités, qu'elles soient européennes ou non, que ces vœux ne peuvent être pieux.

La présence de ces jeunes mendiants dans nos rues a progressivement permis d'établir leur profil. Il s'agit la plupart du temps de mineurs qui ont suivi leurs parents ou leur famille en séjour légal précaire ou illégal. D'autres sont venus sans leurs proches, victimes ou non de la traite des êtres humains. Dès l'âge de 3 ou 4 ans, certains mendient. Des nourrissons sont blottis en plein hiver dans les bras de femmes qui ne sont pas nécessairement leur mère. Beaucoup sont tziganes. Mais ce dernier constat doit être relativisé: en France, des observations recueillies par Terre des hommes avaient démontré en 2003 que tous les mineurs en situation de mendicité n'étaient pas roms, mais issus du pays d'Oas, en Roumanie.

Quelques mots encore pour rappeler que la maltraitance des enfants ne se limite pas à la prostitution et à la mendicité des mineurs venus de l'Est. Chez nous, un bilan statistique couvrant la période 1998-2003 établi sur base de données récoltées par les équipes «SOS Enfants» de la Communauté française a montré que les abus sexuels arrivaient en tête des sévices chez les 0-3 ans et les 3-6 ans. Les petites filles seraient davantage concernées que les petits garçons, soit un rapport 55%-45%. Toutefois, au fil des années, l'écart entre filles et garçons tendrait à s'atténuer, les cas de maltraitance augmentant chez ces derniers. «SOS Enfants» note encore que la maltraitance sexuelle est le cas de figure le plus signalé auprès de ses équipes depuis 1998 -conséquence très probable de l'affaire Dutroux- mais, et c'est important, le plus diagnostiqué aussi au terme de la prise en charge.

Si la violence sexuelle est la forme la plus «spectaculaire» de la maltraitance, il y en a d'autres dont le profil évolue avec le temps. Elles sont physiques ou psychologiques. Claude Lelièvre, le délégué aux droits de l'enfant, s'est souvent montré inquiet des conséquences de la séparation ou du divorce des parents, notamment en ce qui concerne les rapt parentaux. ▲



## Maroc

# Avec si peu d'équité arrivera-t-on à une réconciliation?

AURORE D'HAeyer

Journaliste au *Journal Hebdomadaire* (Maroc)

Le Maroc s'est lancé le défi de «réconcilier le peuple avec son passé». Derrière la formule de style, se cache l'Instance Équité et Réconciliation (IER) chargée de faire la lumière sur les années sombres du pays, d'écouter les victimes d'arrestations arbitraires et de les indemniser. Pari risqué.

En principe, l'IER devait remettre sa copie un an, jour pour jour, après sa création, soit le 12 avril 2005. Mais ses membres ont imposé un délai supplémentaire, repoussant l'échéance de huit mois. Difficile de les blâmer... Mise en place par le pouvoir marocain pour solder les comptes de l'ancien régime, l'Instance a dû passer en revue les exactions commises durant plus de quatre décennies (1956-1999), de l'indépendance à la fin du règne d'Hassan II. Plus de 22 000 dossiers de prisonniers politiques ont été déposés, mêlant arrestations arbitraires, tortures, disparitions dans des «lieux de détention secrets». Parmi ceux-ci, 200 victimes, représentatives de toutes les régions du royaume, ont été choisies pour témoigner publiquement de leur calvaire. Depuis plus d'un an, la presse marocaine abreuve ses lecteurs d'ex-

pressions devenues poncifs à force d'être ressassées jusqu'à l'écoeurement. Les «années de plomb», les «lieux de sinistre mémoire», «les pages sombres du passé». La littérature carcérale est devenue un genre à part entière et en plein développement, tout comme la bande dessinée politico-réaliste, retraçant le calvaire de leurs auteurs<sup>1</sup>.

Dans la rue, d'autres poncifs répondent en écho: «C'est bon, on a assez parlé du passé. On passe à autre chose. Le Maroc a besoin de dix millions de touristes en 2010». Une certaine jeunesse ne se sent pas ou peu concernée par ce déballage médiatique. Il est vrai que les deux chaînes de télévision nationales ont finalement consacré peu de place au sujet eu égard à son importance. Dans le camp de ceux qui ne croient pas à l'IER, on note avec amertume que seules quelques-unes des auditions publiques ont été retransmises en direct à la télévision, à des heures inadéquates pour le grand public et sous une forme très austère. Et ce n'est que le moindre des griefs. Pour le journaliste Khalid Jamaï, qui a payé chèrement son indépendance intellectuelle, «tourner la page du passé, c'est instaurer l'oubli». Il conteste le processus en cours, qu'il qualifie de «détournement de la mémoire par le pouvoir». Pour lui, il ne faut pas tourner la page, il faut, au contraire la lire et la relire. «Il faut l'enseigner cette Histoire aux générations qui viennent, elle doit être inscrite au programme dans les lycées, à l'université. Ce n'est pas le cas aujourd'hui», plaide le journaliste, ancien détenu. S'il a refusé de prendre part à l'IER, c'est aussi parce que

l'Instance n'a tenu compte de la torture que lorsqu'elle était infligée aux prisonniers politiques. «Les droits communs ont été victimes de la torture, tout simplement parce qu'elle était constitutive d'un système de gouvernance! C'est cela qu'il faut abolir. Et puis, le concept même d'«années de plomb» est un leurre. On torture toujours dans les prisons marocaines en 2005».

## Toujours d'actualité

Cet écueil est sans doute le plus fondamental. Par son mandat, l'IER solde les comptes en 1999, soit l'année de l'intronisation de Mohammed VI. Or, même s'ils ne connaissent pas la récurrence qu'ils avaient sous le règne d'Hassan II, la torture et l'arbitraire sont encore d'actualité au Maroc. Les arrestations dans les milieux islamistes, suite aux attentats de Casablanca du 16 mai 2003, en sont l'exemple le plus parlant: de nouveau, la presse marocaine et les associations des droits humains, évoquent des tortures, des procès expéditifs et un lieu de détention secret à Temara<sup>2</sup>.

Et même si l'on se borne à étudier le passé, la méthode de l'IER bute sur ses exigences d'équité et de réconciliation: par principe, l'Instance a interdit aux témoins de citer les noms de leurs bourreaux. De fait, nombre d'anciens tortionnaires ont poursuivi leur carrière sans être inquiétés, certains sont d'ailleurs toujours en place et sont même venus assister

aux témoignages de leurs victimes...<sup>3</sup>. De quelle équité est-il question et avec qui se réconcilier, dès lors? Ce qui est apparu, dès le début des auditions, comme le plus gros vice de forme de l'Instance, a vite été contourné par une organisation parallèle pour établir «toute la vérité sans entrave». L'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) et le Forum pour la vérité et la justice ont ainsi procédé à une série d'auditions publiques... que les médias télévisuels marocains ont boudées. Peut importe: les témoignages ont été diffusés dans la presse écrite et sur Al Jazira. Des victimes d'après 1999 sont venues s'exprimer, les femmes ont eu droit à une séance spécifique, ainsi que les exilés depuis Paris. Et surtout, les noms sont sortis. «Nous allons aussi organiser un procès symbolique», explique Benabdes-salam Abdelilah, de l'AMDH. «Plusieurs responsables ont accepté de se présenter à ce procès et d'être jugés. En attendant de vrais procès. Nous restons très vigilants par rapport au travail de l'IER. Pour nous, il est largement incomplet».

Que ce soit l'IER ou l'AMDH et le Forum, tous deux sont composés en grande partie d'anciens détenus, des personnes concernées au premier chef. Mais les objectifs sont différents. Les premiers visent une «justice transitionnelle» qui implique une certaine amnistie de facto des bourreaux ou du moins d'un système de gouvernance. D'une certaine manière, ils sont dans une démarche de

confiance et de partenariat avec le nouveau régime. Ils veulent croire que la donne a changé, que les méthodes du passé sont bel et bien révolues.

Le jeune monarque qui a institué l'IER a d'ailleurs multiplié les gestes significatifs d'ouverture et de démocratisation<sup>4</sup>. Les seconds sont dans une logique de défiance: les méthodes arbitraires étaient constitutives d'un régime qui n'a pas disparu entièrement - Mohammed VI lui-même parle de «*changement dans la continuité*» pour qualifier son règne. Ils affirment qu'il n'est pas possible de construire l'avenir sans aller jusqu'au bout du processus qui passe par la détermination des responsabilités et donc par des jugements, non pas seulement des tortionnaires mais d'un système. Ils estiment que le plus grand risque de l'IER, en «tournant la page» sans la lire jusqu'au bout, est d'enraciner l'impunité et donc de rendre encore possibles des «années de plomb». En filigrane, ce qui est en jeu, ce ne sont ni plus ni moins que les pouvoirs constitutionnels du Roi. Ce n'est pas un hasard si, depuis le lancement de l'IER, on n'a jamais autant parlé de la révision de l'article 19 de la Constitution marocaine qui donne au souverain la possibilité d'exercer un pouvoir quasi absolu. Tant que ce potentiel d'arbitraire planera au-dessus de leurs têtes, nombre de Marocains douteront des vertus d'initiatives telles que l'IER, aussi louables et courageuses soient-elles. ▲

## Les victimes collatérales

Elle ne voulait pas témoigner devant les instances de l'IER. En revanche, elle s'est exprimée devant celle de l'AMDH. Halima Zine El Abidin vient de briser un tabou. Elle parle au nom de toutes les «femmes de», victimes elles-mêmes, à double titre.

Quand son mari est arrêté, Halima est enceinte de quelques mois. Elle est jeune. Elle se bat comme toutes les autres pour sortir son mari du «trou» où on l'a enfermé. Elle frappe aux portes, demande des explications qu'elle n'obtiendra jamais. Elle subit les injures, les humiliations, l'opprobre de la société. «Quand mon fils a eu 7 ans, des policiers sont venus le chercher à l'école, pour l'interroger», raconte-t-elle. Coupable d'être «fils de».

Le jeune homme, aujourd'hui âgé de 28 ans, reste marqué à vie par cette

traque ahurissante. Halima a, bien sûr, subi les interrogatoires, avec une régularité stupide. Elle a aussi été harcelée sexuellement par un policier et agressée en pleine rue par un autre. «Ils se comportaient avec nous comme si nous étions des prostituées. Mais à l'époque, il était inconcevable de porter plainte».

Comme les autres, elle s'est tue sur ces aléas scabreux de la vie de femme d'un prisonnier politique. Pour cela, elle demande des excuses officielles, publiques. Mais pas seulement. «Les anciens prisonniers aussi, doivent s'excuser. Demander pardon à leurs épouses», reprend Halima. Ces épouses, souvent jeunes, parfois sans enfant, ont dû batailler pour faire sortir leurs maris, alerter l'opinion publique. Elles ont pris beaucoup de risques. Ont dû, par la force

des choses, mettre leur vie de femmes entre parenthèses... Pour certaines, cela a signifié renoncer, non seulement à une vie amoureuse mais aussi à la maternité (au Maroc, aujourd'hui encore, les relations sexuelles hors mariage sont passibles d'emprisonnement). «Nous avons bataillé pour nos maris pendant dix, quinze ou vingt ans. Nous avons tout subi. Et quand les prisonniers ont été libérés, beaucoup ont divorcé ou prononcé des répudiations».

Les victimes officielles, ces hommes devenus bourreaux à leur tour, ont parfois tourné la page de manière brutale et reconstruit leur vie avec des femmes plus jeunes qui leur ont donné des enfants. Laissant à ses cauchemars une première épouse qui a tout sacrifié à l'attente.

<sup>1</sup> Ahmed Marzouki, *Tazmart, cellule 10*, éditions Paris-Méditerranée, 2001; Khalid Jamaï, 1973, *présomés coupables*, éditions Tarik, 2003. Raouf Oufkir, *Les invités. Vingt ans dans les prisons du Roi Hassan II*, J'ai Lu, 2005.

En BD: Abdelaziz Mouride, *On a fame bien les rats*, éd. Paris-Méditerranée, 2000. Mohammed Nadrani, *Les sarcophages du complexe*, éd. Al Ayam, 2005.

<sup>2</sup> Le 2 mai 2005, près de 1 000 prisonniers condamnés suite aux attentats ont entamé une grève de la faim pour demander une révision de leur procès. Certains réclament le statut de prisonnier politique.

<sup>3</sup> Tel l'ancien commissaire et aujourd'hui député, Mahmoud Archane. Il a été accusé, nommément, par plusieurs victimes, de tortures. L'une d'elle a décrit avec précision les supplices infligés (Archane lui aurait arraché les dents avec une tenaille, planté des clous dans les pieds, etc.). En 1999, Archane a qualifié la journaliste Narjis Rerhaye de «pute en rub» par voie de presse et lui a intenté un procès pour diffamation parce qu'elle l'avait qualifié de tortionnaire dans l'un de ses articles. Au bout de cinq années de procédures et deux appels, M. Archane a obtenu gain de cause.

<sup>4</sup> Liberté de la presse accrue, réforme du Code de la Famille, limogeage de certaines figures très contestées du règne précédent, comme l'ancien ministre de l'Intérieur Driss Basri.

Les femmes, souvent doublement victimes, demandent des excuses officielles mais aussi celles de leurs maris qui les ont parfois répudiées.



# Catholics for a Free Choice

## Des catholiques peu conformistes

HERMINE BOKHORST

Pour Elfriede Harth, l'Église doit se trouver de nouveaux repères et abandonner les réponses toutes faites.

Elfriede Harth saute d'un TGV à un avion. Pour convaincre, pour remuer les certitudes dogmatiques. Avec une vingtaine d'autres personnes, elle travaille dans l'ONG *Catholics for a Free Choice*<sup>1</sup> (catholiques pour un choix libre). «C'est une sorte de "think tank", un atelier de réflexion éthique, un lobby auprès des leaders d'opinion, c'est-à-dire des politiciens, des intellectuels, des journalistes, des philosophes». Elle ne dispose souvent que de trois quarts d'heure pour expliquer «cette autre voix catholique»,

loin de celle de la hiérarchie de l'Église. Elle vient de la faire entendre au Parlement européen comme elle l'a fait à l'ONU. Elle promeut une parole pour la séparation de l'Église et de l'État, lutte avec notamment la Fédération humaniste européenne<sup>2</sup> (FHE) contre l'article 52 de la Constitution qui fait référence au statut des Églises et des organisations confessionnelles en Europe. Elle tient un discours féministe qui défend le droit des femmes à disposer de leur corps et prônant l'accès à la santé pour toutes et tous. Une théologie de la réflexion, très actuelle. «Les religions proposent des réponses à des questions que personne ne se pose plus».

*Catholics for a Free Choice* est très présente en Amérique latine (sept pays) et se greffe sur tout le mouvement de la théologie de la libération. «Nous y formons des leaders, des hommes pour la plupart, capables de développer la société civile, de défendre les droits des individus». L'association s'est également implantée en Europe et aux États-Unis, qui connaissent un fameux revirement vers la chrétienté conservatrice. Elle noue des contacts avec d'autres groupements religieux comme des anglicans en Afrique, des hindouistes ou des musulmans, toujours dans l'optique de renforcer l'émancipation de la femme par rapport à la morale religieuse traditionnelle et aux patriarches du clergé.

«Il ne faut pas oublier toute l'éthique chrétienne, celle de la justice sociale. La protection des faibles. De la veuve et de l'orphelin. Dans les débats sur les valeurs, on entend souvent des discours sur la sexualité, mais beaucoup trop peu sur les valeurs de solidarité. Or, pour nous, la sexualité relève du droit individuel dans nos

sociétés. Nous affirmons la capacité morale de la femme à prendre des décisions concernant sa vie intime. Nous nous réclamons de la tradition tout en réconciliant les gens avec une partie d'eux-mêmes».

En regardant divers sondages d'opinion concernant l'avortement, *Catholics for a Free Choice* semble viser juste. Au Brésil, par exemple, les trois quarts des catholiques savent que l'Église condamne les IVG, pourtant la moitié d'entre eux estiment que les couples devraient avoir le droit de décider pour eux-mêmes et 51% des personnes ne décourageraient pas une femme dans leur entourage de pratiquer une interruption de grossesse. Aux États-Unis, les deux tiers des catholiques interrogés sont en désaccord avec l'assertion qu'un avortement ne peut jamais être justifié.

Ce qui entraîne évidemment des réticences dans le clergé traditionnel. «Certains groupes se sentent menacés, poursuit Elfriede Harth. Nous n'avons aucune sympathie à attendre de leur part. Nous n'avons vécu que des violences verbales jusqu'à présent. Un de nos membres aux États-Unis a reçu de la poudre blanche par la poste après le 11 septembre. On voulait sans doute lui faire peur».

*Catholics for a Free Choice* se bat également contre le discours des papes et milite pour l'accès des femmes à la prêtrise. «Ils ont tendance à sacrifier la réalité au dogme avec leurs discours sur la procréation limitée au mariage et la protection contre le sida. Il faut se rappeler que toutes les femmes sont concernées par le dilemme: d'abord manger et s'occuper ensuite de planification familiale. Dans beaucoup de pays, les femmes sont des agents de développement. Elles devraient être reconnues comme agents moraux et pouvoir disposer d'elles-mêmes. Nous travaillons beaucoup avec les bases progressistes de l'Église. Pour nous, la religion est un système qui permet de comprendre la vie dans l'éthique chrétienne de responsabilité, de solidarité. Avec un seul commandement: aimer Dieu dans le prochain, comme on s'aime soi-même. Pas d'altruisme débridé, chacun définit sa propre dignité dans la solidarité et la justice sociale. La souffrance n'est pas une valeur». ▲

# Une déclaration commune

## Islam, intégrismes: une approche laïque

Trois associations laïques, la Fédération des Amis de la Morale Laïque (FAML), le Centre régional du Libre Examen de Bruxelles (CRLE) et le Centre d'Action Laïque (CAL), s'engagent à combattre les intégrismes, d'où qu'ils viennent.

Elles condamnent sans équivoque l'instrumentalisation de la religion, quelle qu'elle soit, à des fins politi-

ques et séculières. Elles s'engagent à œuvrer, inlassablement, pour jeter des ponts entre les hommes, pour mettre en évidence ce qui nous lie, pour soutenir tous ceux qui luttent en faveur du progrès et pour rassembler ceux qui savent tirer de leur mémoire collective tout ce qui favorise l'ouverture au dialogue et à la modernité. Elles exigent par ailleurs une stricte séparation entre le domaine religieux et le domaine politique et rejettent ce qui favorise le communautarisme et tout ce qui renvoie à la barbarie.

À l'issue de trois colloques récemment organisés par la FAML et par le CRLE sur les thèmes «Intégrismes et laïcité» (FAML, le 12 mars 2005), «Quelle laïcité pour les États du Moyen-Orient?» (CRLE, le 18 avril 2005) et «Une autre voix israélienne» (CRLE, le 27 avril 2005), ces associations, auxquelles se joint le Centre d'Action Laïque, tiennent à rappeler le danger de tout discours réducteur sur les questions touchant à l'intégrisme.

Des voix s'expriment pour diaboliser l'islam comme s'il était intrinsèquement et nécessairement pire que d'autres religions. Ce discours rejette dramatiquement tous les musulmans dans un même sac, nourrit le racisme ordinaire, saborde toute possibilité de dialogue avec les musulmans démocrates et fait le lit de l'intégrisme sous prétexte de le combattre. À l'inverse, d'autres voix s'élèvent pour dédouaner à toute force l'islam, comme si une série de versets coraniques ne posaient pas problème, comme si les pratiques intolérantes et le refus proclamé du pluralisme et l'application de la charia dans certains États islamiques pouvaient trouver une justification.

Ces deux visions manichéennes sont à la fois fausses, extrêmement dangereuses et à mille lieues de nos va-

leurs, à commencer par le libre examen.

Le Coran comporte nombre de versets révoltants sur les femmes, les juifs et les incroyants promis aux pires violences. En déduire que l'islam serait par nature imperméable à l'humanisme et à la modernité serait aussi faux et inadmissible.

La Torah foisonne de récits où les héros bibliques se livrent au génocide, au meurtre, à l'infanticide, à l'esclavage et au viol. En déduire que la religion juive, telle qu'elle est vécue aujourd'hui, véhiculerait un mépris de la personne humaine et la justification de la violence serait grotesque et inadmissible.

Les Évangiles comportent des versets terribles sur les juifs et ces textes ont assurément induit un antisémitisme séculaire. En déduire que le christianisme, tel qu'il est vécu aujourd'hui, véhiculerait le racisme serait tout aussi faux et inadmissible.

Mais il n'est pas plus honnête ni moins dangereux de refuser de reconnaître que chaque religion, comme nombre d'idéologies politiques, dont certaines, athées, ont généré des fondamentalismes et des intégrismes meurtriers.

Le simplisme de l'«axe du mal» ou l'angélisme, qui feraient croire qu'il y a d'un côté le bon droit et la bonne conscience et de l'autre, le crime, occultent les réalités, renforcent les sectarismes et précarisent tout effort de construire, où que ce soit, la paix et la justice.

Le simplisme d'une lecture, à la seule lumière des religions, des violences qui se perpétuent partout dans le monde, au nom ou pas de l'islam, sans considération des dominations politiques, sociales et économiques qui prétendent s'imposer par la force, est tout aussi dangereusement réductionniste. ▲

### Le petit monde des asbl

Le tissu associatif belge a, de longue date, connu un développement très important et il se caractérise aujourd'hui par sa densité et sa diversité. Diverses formes juridiques peuvent être choisies par les associations mais la plus fréquente reste celle d'association sans but lucratif (ou asbl). En 2002, une réforme importante concernant les asbl a vu le jour afin de mettre de l'ordre dans ce secteur. Le numéro 62 des dossiers du CRISP, intitulé *Les associations sans but lucratif*, vise à approcher, de façon complémentaire, divers angles de la réalité des asbl. Il retrace l'évolution de la vie associative en Belgique, tente d'apporter un éclairage sociologique sur cette réalité, en examine l'angle économique, les relations des asbl avec les pouvoirs publics et enfin, en explique les enjeux et la portée. Ce dossier, réalisé par Pierre Blaise, ne s'adresse pas directement aux associations mais a pour vocation première d'initier le lecteur à saisir en profondeur le vaste monde des asbl.

C.L. (st.)

Pierre Blaise, *Les associations sans but lucratif*, dossier n°62 du CRISP, décembre 2004.

- Fédération des Amis de la Morale Laïque, avenue Stiénon 151, 1090 Bruxelles - Email: faml@faml.be - Tel: 02/476.92.83 - Fax: 02/476.94.35.
- Centre régional du Libre Examen, rue Coenraets 66, 1060 Bruxelles - Tél: 02/535.06.79 - Fax: 02/535.06.93 - Email: fsidibe@centrelibrex.be
- Centre d'Action Laïque, campus de la Plaine ULB, CP 236, 1050 Bruxelles - Tél: 02/627.68.11 - Fax: 02/627.68.01 - Email: cal@ulb.ac.be - www.laicite.be

C'est à un autre ciel que les *Catholics for a Free Choice* se réfèrent... Isabelle Arthuis, *Paysage 4. Jaune, rose, rouge et bleu*, exposition à La Lettre volée, bd Barthélemy 20, 1000 Bruxelles - jusqu'au 9 juillet.



# La laïcité à l'épreuve du Coran

# Éloge d'une compatibilité

# Un entretien avec Ghaleb Bencheikh

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER SWINGEDAU

La séparation du politique et du religieux est-elle une destinée à jamais refusée aux populations islamiques? La vague fondamentaliste, qu'on appelle parfois le «fascisme vert», les foyers de tension et la réticence des responsables religieux semblent confirmer cette thèse en dépit d'une réalité plus nuancée. Écoutons d'autres voix, comme celle du penseur Ghaleb Bencheikh, par exemple.

Entre sur-médiatisation et méconnaissance du sujet, répondre à cette question s'avère difficile... Ghaleb Bencheikh vit à Paris. Docteur ès sciences, physicien de formation philosophique et théologique, il fut déjà l'auteur, aux Presses de la Renaissance en 2001 de *Alors, c'est quoi l'islam?* Avec son nouvel ouvrage, *La Laïcité au regard du Coran* (Presses de la Renaissance, 2005) et pour nous aider à comprendre ce qui bloque l'évolution des sociétés araboislamiques vers la laïcité, Ghaleb Bencheikh nous propose l'examen de l'intérieur.

Présentateur bien connu de l'émission «Islam» sur France 2, Bencheikh est aussi vice-président de la Conférence mondiale des religions pour la paix. Lors de ses (nombreuses) interventions en France et à l'étranger, il ne cesse d'enfoncer le clou: non, le Coran n'est nullement opposé en toute substance à la laïcité; non, le Coran n'est pas la «machine à hair» qu'on pourrait être tenté de fantasmer. C'est son interprétation qui a été pervertie.

*Firefly - Le retour des hirondelles*: un projet multimédia d'Els Dietvorst. Une métaphore de la migration (Bozar).

Refusant le «consensus des barbus», il pourfend le «fétichisme du foulard» et défend un islam des Lumières, qu'il popularise dans son émission hebdomadaire.

À mille lieues de cette complaisance qu'on observe parfois dans certains milieux plus prosélytes que laïques, il ne pardonne rien: «Il y a quelques années, on a laissé des excités manifester contre la venue à Paris de Salman Rushdie!».

**Dans votre ouvrage, dont on soulignera de prime abord qu'il demeure, à tous moments, clair, simple et précis, vous commencez par passer en revue le contexte international, ses tensions exacerbées, qui mettent tant l'accent sur l'opposition Islam-Occident au détriment de toute main tendue...**

**Ghaleb Bencheikh**: Je désirais, d'une part, répondre aux préjugés sur la pseudo «incompatibilité entre la laïcité et «le fait islamique»» et, d'autre part, aux islamistes qui brandissent le Coran comme une constitution. La législation doit prévaloir sur le droit d'inspiration religieuse. C'est pour cela que j'aborde aussi la question de l'égalité entre les sexes dans la mentalité islamique. Je veux en finir avec la prétendue prééminence de l'homme sur la femme. Enfin, la partie consacrée à la désacralisation de la violence pourfend l'idée de la sanctification de la guerre: tuer au nom de Dieu est un attentat contre la transcendance.

C'est une phrase qui ne peut qu'ébranler le musulman raisonnable. Et c'est dans les sciences humaines que je puise mes arguments. J'ai toujours milité pour la laïcité, et rien d'autre. Je suis musulman, oui: mais je plaide

pour un islam de beauté et d'intelligence, un islam éclairé.

**La question du voile, que vous n'avez jamais contournée, est aussi symptomatique de cette peur. Pour les islamistes de tous pays, ce voile incarnerait encore une protection, «la» protection, de la femme. Ne serait-ce pas plutôt celle... de l'homme?**

J'évite en général ce genre de lieu commun. Je pense et j'espère que mes ouvrages et mes émissions transcendent un peu ces discussions de café du commerce!

Mais il va sans dire que la femme n'a pas besoin d'un bout de tissu pour être protégée. Ce qui la protège avant tout, c'est l'instruction, l'éducation, la culture, l'acquisition du savoir. Mais

le Coran n'est pas seul à mentionner le voile: la femme juive se rase le crâne et met une perruque: on considère que les cheveux sont un attribut érotique. L'épître de saint Paul aux Corinthiens dit: «Si une femme n'était pas voilée, c'est comme si elle était tondu, et comme il n'est pas préférable d'être tondu, il est préférable d'être voilée». Ça pouvait s'expliquer pour l'époque. On oublie aussi que le calife Omar, tout-puissant et pieux, auquel les islamistes se réfèrent toujours, a battu une femme musulmane dite de basse extraction lorsqu'elle a voulu se voiler. On ne va pas se battre à coups de versets coraniques, mais il y en a un, le verset 60 de la sourate 24, la sourate de la lumière, qui dit en substance: «Et celles qui n'escomptent plus aucun mariage ne seront point blâmées si elles n'étaient pas voilées». Ça règle d'emblée le problème de nos mères et de nos grands-mères, même si derrière ce verset, il y a une intention visiblement machiste.

Quant aux jeunes filles à peine nubi-les qu'on emmitoufle dans un tissu bigarré qui les enlaidit, c'est une catastrophe, un non-sens, et les séquelles psychologiques que cela va laisser sont gravissimes. Pourquoi? Lors d'un débat avec Tariq Ramadan, à l'Unesco, j'avais dit: «Si vous nous dites qu'il faudrait préserver la femme, cacher ses cheveux pour que les garçons ne fantasment pas là-dessus, il faudrait plutôt éduquer les garçons qui fantasment là-dessus que culpabiliser la jeune fille dès son plus jeune âge».

**Pour en revenir à l'exégèse, nous sommes tout de même en 2005... Va-t-on devoir longtemps se référer à de vieux textes réactionnaires (toutes religions confondues) pour se forger une opinion, une pensée cohérente?**

Je comprends fort bien. Nous autres, musulmans, sommes dans cette situation simplement parce que nous n'avons pas connu le «moment Freud» comme vous. Nous n'avons jamais eu le débat sur les relations hommes-femmes, pudeur-impudeur, etc. Mais ceci sans oublier qu'à Samarkand, à Tachkent, à Boukhara, ou, mieux encore, à Cordoue, à Séville, la licence était perçue du côté des musulmanes: les juives et les chrétiennes voyaient les musulmanes comme étant des filles plutôt dissolues, alors que la pudibonderie, les bondieuseries étaient plutôt du côté, à cette époque-là, des juives et des chrétiennes, qui avaient une rela-

tion au corps, au rapport charnel, exclusivement restreinte à la procréation. Ce qui n'était pas le cas, ce qui n'est en principe toujours pas le cas, dans la vision islamique.

**Mais alors, quelle décadence...! Les «discours» fondamentalistes que nous entendons parfois se disputent l'abêtissement ringard à l'abjection pure et simple: il y a de quoi désespérer!**

De nos jours, tout s'est inversé, malheureusement. Simplement parce qu'on a accusé un énorme retard dans tous les domaines, y compris –surtout– celui des rapports hommes/femmes. L'équivalent, de nos jours, du verset coranique qui demande aux femmes de ramener sur elles leur voile, de ne pas «piaffer»

afin de ne pas attirer le regard des hommes, c'est de recommander aux croyantes de s'habiller de manière pudique, et ce, de part et d'autre. La psychanalyse doit pénétrer le champ idéologique musulman: à nous, enfin, de séparer le bon grain de l'ivraie dans une démarche libre-exaministe. Car seule la laïcité et l'état laïque, fort et inébranlable, instrumentaliseront un islam enfin modernisé et débarrassé de ses scories moyenâgeuses. Mon émission télévisée et mes diverses interventions n'ont pas d'autre but. ▲

**La psychanalyse doit pénétrer le champ idéologique musulman: à nous, enfin, de séparer le bon grain de l'ivraie dans une démarche libre-exaministe.**

## Le 15 octobre 2005 à l'ULB

Cette convention s'inscrit dans la concrétisation de l'objectif général du CAL de disposer d'une école publique favorisant une démarche citoyenne, respectant les diversités culturelles et philosophiques.

Une approche volontairement positive et constructive sera privilégiée, visant à donner du sens à la formation et à l'éducation proposées par l'école.

Les réflexions seront centrées sur la mise en œuvre des valeurs laïques. À l'issue de ces travaux, nous souhaitons disposer d'éléments concrets permettant d'inscrire les processus d'enseignement et d'éducation dans le cadre d'une démarche libre-exaministe.

- Introduction par **Philippe Grollet**, président du Centre d'Action Laïque
- **Jean-Philippe Cornelis**, membre du Cercle Condorcet du Brabant wallon: «L'école au regard des universaux laïques»
- **Pol Dupont**, professeur à la Faculté des Sciences de l'Éducation à l'Université de

Mons-Hainaut: «Regard sur la pratique du libre examen à l'école dans l'approche pédagogique»:

**Travail en ateliers:**

- ▲ L'erreur, le doute et la vérité: une compétence transversale
- ▲ La famille, l'école et la vie associative
- ▲ Cultures d'écoles: dans la diversité
- ▲ École et inégalités sociales
- ▲ Quelle organisation pour des projets d'école réussis?
- ▲ Décret mission et projet d'établissement
- ▲ Les décrets neutralité et le libre examen
- ▲ La démocratie à l'école - L'identité de l'enseignant: Métier, statut et parcours professionnel
- ▲ Formation tout au long de la vie: un instrument d'émancipation ou d'adaptation?
- ▲ Compétences: vision économique
- ▲ L'école, l'Europe et l'OMC: quelle place pour le service public?

La convention est ouverte à tous les laïques qu'ils soient ou non membres d'une association laïque. Elle est un lieu de communication directe entre les laïques, un lieu de réflexion, de participation aux débats et d'échanges. Elle permet de dégager des préoccupations synthétisées sous forme de résolutions, de recommandations et de pistes de réflexion qui sont ultérieurement examinées par le conseil d'administration du CAL. Ces contributions sont donc centrales pour déterminer les orientations politiques de notre mouvement.

Des informations plus précises seront fournies dans nos prochains numéros. Le contenu des ateliers est disponible sur le site [www.laicite.be](http://www.laicite.be) et au secrétariat du Centre d'Action Laïque. Pour toute information, contacter: Bernadette Schyns: 02/627.68.11 – E-mail: [cal@ulb.ac.be](mailto:cal@ulb.ac.be)

## Suisse: le «suicide assisté»

# Comment on peut «mourir debout»

Frédéric Soumois

Photo extraite du documentaire *EXIT* de Fernand Melgar, 75 minutes. © Climage - Les productions JMH 2005.

Invité à Bruxelles par l'Association belge pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD)<sup>1</sup>, le docteur Jérôme Sobel, président de l'association Exit de Suisse romande, explique comment nos voisins helvètes, qui n'ont pas partiellement dépénalisé l'euthanasie, pratiquent aujourd'hui le «suicide assisté».

L'article 115 du Code pénal, rédigé avant la Première Guerre mondiale à la suite du cas d'un officier de l'armée qui avait prêté son arme à un frère d'armes poussé au suicide pour une question d'honneur, est rédigé comme suit: «Celui qui, poussé par un mobile égoïste, aura incité une personne au suicide, ou lui aura prêté

assistance en vue du suicide, sera, si le suicide a été consommé ou tenté, puni de la réclusion pour 5 ans au plus ou de l'emprisonnement».

C'est un rempart pour les «accompagnateurs» de Exit qui assistent les personnes désireuses de mettre fin à leur vie, puisque leur «motif n'est pas égoïste». Ce geste n'est donc pas obligatoirement effectué, comme c'est prescrit en Belgique, par un médecin. Toutefois, un médecin est indispensable pour prescrire la potion létale ou la perfusion. «C'est le patient lui-même qui doit agir, soit en buvant normalement un produit létal, soit en ingérant ce produit avec une paille, soit en ouvrant le robinet de sa perfu-

sion. Le dernier geste doit être fait par le patient, explique Jérôme Sobel. Nous n'aurions pas pu aider Vincent Humbert» (Ndlr: patient français tétraplégique menacé d'étouffement, qui a longuement demandé l'euthanasie et dont le décès a défrayé la chronique).

La Suisse a aussi connu en 2001 un débat sur la fin de vie, avec une proposition de loi sur une dépénalisation partielle similaire à la Belgique et une contre-proposition qui visait à effacer les possibilités laissées par l'article 115. «Nous voulions une loi qui aille plus loin, explique le médecin, car nous constatons que si nous pouvions aider les patients qui subissent une

maladie neurologique dégénérative et respecter leur volonté même après qu'ils ont perdu la capacité d'agir eux-mêmes, cela leur permettrait de vivre plus longtemps».

Les députés suisses ont finalement opté pour un compromis, refusant cette dépénalisation, mais confirmant la volonté parlementaire de garder la protection liée au suicide assisté, «qui couvre environ 95% des demandes actuelles en Suisse», selon notre témoin.

Quarante-deux personnes ont bénéficié d'une aide au suicide en 2004 en Suisse romande, qui compte environ un million d'habitants. Le nombre de suicides assistés est plus élevé en Suisse alémanique, plus peuplée. Cent cinquante-huit demandes ont été formulées en Suisse romande, dont vingt-sept sont en attente de l'évolution de la maladie, tandis que douze patients sont morts de mort naturelle et septante et une sont restées sans suite, le patient renonçant à aller plus loin dans la démarche. Six ont été refusées, parce qu'elles ne remplissaient pas les stricts critères cumulatifs que l'association s'est donnés pour fournir une aide: le discernement, une demande sérieuse et répétitive, le caractère incurable de l'affection, des souffrances physiques ou psychiques intolérables, ainsi qu'un pronostic fatal ou une invalidité importante.

Mais qu'est-ce qu'une demande sérieuse? «Cela dépend du temps d'affiliation de la personne à l'association<sup>2</sup>. Si nous connaissons son cas depuis une longue période et que sa situation se dégrade subitement, nous pouvons l'aider. Mais si une personne se présente dans l'urgence, nous devons attendre de mieux connaître le sérieux de sa demande. Nous refusons bien entendu les demandes d'aides au motif que quelqu'un a perdu son travail ou est en état de rupture amoureuse»...

Le docteur Sobel a-t-il aidé des patients? Comment le ressent-il? «Oui, mais je ne vous dirai pas le nombre. Cela reste extrêmement difficile émotionnellement. Si les soins palliatifs permettent de diminuer ces demandes, tant mieux car nous devons être prudents, au sein des accompagnateurs, pour éviter le "burn out", pour éviter d'aller au-delà du raisonnable. Quant aux souffrances psychiques des patients, elles peuvent être extrêmes. Certaines personnes désirent s'en aller quand elles sont encore

elles-mêmes, veulent «mourir debout». La douleur n'est qu'un paramètre parmi d'autres. Dans 90% des cas, elle peut être contrôlée».

Pour notre témoin, il faut avoir du courage pour convoquer la mort. Ce sont des gens «qui ont peur, non pas d'être mort, mais de la manière de mourir. C'est une façon de voir d'un certain nombre, pas de la majorité. Il faut avoir une conception de la vie et de la morale très établie, une liberté d'éthique et de pensée très large».

Est-ce à dire que la plupart des patients aidés sont nécessairement agnostiques ou athées? «Pas du tout: il y a aussi des catholiques, des protestants, des juifs, mais chacun de ces patients présente une spiritualité qui sort des religions et des dogmes traditionnels. Ils n'ont pas peur de retrouver leur créateur, qui est leur meilleur ami et qui comprendra qu'ils viennent en paix vers lui, en ayant connu un calvaire sur terre. J'ai personnellement été présent trois fois à un suicide assisté en présence d'un pasteur, qui a lu les Psaumes, qui a témoigné d'un amour de l'humanité et de la lumière du Christ. La famille du patient aura toujours confiance en ce pasteur pour son ouverture d'esprit prodigieuse».

La police est avertie, les inspecteurs en civil suisses ont maintenant l'habitude de rencontrer les accompagnateurs d'Exit, qui leur remettent un

descriptif des conditions du geste opéré et qui témoignent judiciairement. Aucune poursuite n'a été diligentée par un juge. «Nos critères sont humainement compréhensibles et politiquement et médicalement défendables. Nous aidons quelqu'un qui est dans une situation où nous aimerions être aidés si nous la connaissions nous-mêmes».

Ne peut-on aider un patient qui n'a plus sa conscience? L'association ne peut alors, par définition, pratiquer de suicide assisté. Mais la formule du testament de vie se répand. L'arrêt de traitement ou l'administration d'antalgiques pour calmer la douleur, même au risque du double effet létal, sont en train de se répandre dans le pays. Les directives de 2004 de l'Académie suisse des sciences médicales (NDLR: l'équivalent du Conseil de l'ordre des médecins) précise en effet que «si l'assistance au suicide ne fait pas partie de l'activité médicale, (le médecin) doit tenir compte de la volonté du patient, ce qui peut signifier que la décision morale et personnelle du médecin d'apporter une aide au suicide à un patient mourant, dans certains cas particuliers, doit être respectée». ▲

**«Le dernier geste doit être fait par le patient».**

## La vie, maladie mortelle

La vie bascule le jour où Lydie Violet tombe. Sa vie aussi tombe. Par terre. On lui a découvert un «oligo», maladie rare et incurable. Et c'est l'histoire d'une résistance qui nous est contée à quatre mains –et non pas à deux voix–, celles de la malade (Lydie Violet) et celles de Marie Desplechin, son amie romancière. Les paperasseries de la sécu, les soins, les IRM assourdissants, la force qu'il faut pour accepter la fatalité, le regard des autres, la souffrance, la fragilité, la solitude, autant de petites touches impressionnistes qui éclatent quelquefois, en lassitude ou en révolte, tout en légèreté.

Mais les stratégies sont mises en place pour résister à cette attaque frontale d'une tumeur qui grandit et envahit. «Interdite d'avenir», n'ayant plus rien à offrir, Lydie Violet se soigne les cheveux, veut apprendre à s'enduire d'autobronzant pour, surtout, rester vivante, tomber amoureuse.

Sur son «radeau de la Méduse», elle dit ne pas avoir peur de mourir: «Le jour où les menaces se préciseront, ce jour-là, je ne demanderai la permission de personne pour plier bagage. Je prendrai le droit de décider du voyage, et de la date d'embarquement». Le livre se termine par le début d'une chimio jusque-là refusée, qu'elle voudrait filmer. «Puisque je suis partie pour me battre, j'aimerais filmer mon «Alamo»».

M. M.

Lydie Violet et Marie Desplechin, *La vie sauve*, Seuil, 127 p.

<sup>1</sup> ADMD, rue du Président, 55, 1050 Bruxelles - Tél: 02/502.04.85 - Fax: 02/502.61.50 - E-mail: info@admd.be

<sup>2</sup> Exit n'aide que ses membres résidant en Suisse et ne pratique pas le «tourisme de l'euthanasie». Informations: [www.exit-geneve.ch](http://www.exit-geneve.ch)



## Le «Dossier Einstein» du FBI

# À propos d'Einstein et de l'Amérique

PIERRE MARAGE

Faculté des Sciences, Université Libre de Bruxelles

Sous le titre «*Einstein, un traître pour le FBI*» vient de sortir en français la traduction du livre que le journaliste américain Fred Jerome a consacré à l'analyse du dossier de 1800 pages rassemblé contre Albert Einstein par le FBI<sup>1</sup>.

Comme le révèle ce dossier<sup>2</sup>, non seulement Einstein était considéré dès avant la guerre comme un élément «peu sûr», mais dans l'hystérie anticomuniste et antilibérale de l'après-guerre, il a été soumis à une surveillance constante, ses visiteurs et ses collaborateurs espionnés, son courrier ouvert. Sous la direction personnelle de Edgar Hoover, le FBI tenta de monter contre lui une rocambolesque accusation d'espionnage au profit de l'URSS –allant pour ce faire puiser à des sources nazies–, dans le but de le priver en fin de compte de sa nationalité américaine et de l'expulser.

Ce livre fortement documenté paraît à propos, puisque 2005 est l'Année internationale de la Physique, et coïncide avec le centenaire de l'«*annus mirabilis*» d'Einstein, qui vit la parution de ses articles sur la mise en évidence des atomes par l'étude du «mouvement brownien», à propos de la théorie des quanta et sur la Relativité restreinte<sup>3</sup>. Elle est aussi celle du cinquantenaire de la disparition du savant (1879-1955).

### Un militant lucide et résolu

On connaît dans les grandes lignes l'engagement humaniste d'Einstein, ses prises de position pacifistes, la persécution dont il fut l'objet de la part des nazis, son exil aux États-Unis et son appel angoissé à Roosevelt en 1939 face à la menace d'une bombe atomique allemande<sup>4</sup>.

Mais l'ouvrage de Fred Jerome offre de la personnalité et de l'action d'Einstein une image bien éloignée de celle du «gentil professeur», du «savant distrait» à l'idéalisme candide et passablement naïf qui est généralement donnée de lui. On découvre en effet un homme soucieux des réalités politiques concrètes, et un militant résolu, membre de nombreuses organisations (dont le FBI tiendra le décompte scrupuleux...), qui ne ménage ni son temps ni ses efforts.

Ainsi, dès la prise du pouvoir par Hitler en 1933, le pacifiste convaincu appelle-t-il les démocraties à prendre la mesure du danger représenté par l'Allemagne nazie et à s'armer en conséquence, tandis qu'il invite les objecteurs de conscience, dont il a soutenu la cause pendant des an-

nées, à accepter le service militaire afin de «contribuer à la sauvegarde de la civilisation européenne».

Face à l'agression fasciste, il soutient l'Espagne républicaine et la Brigade Abraham Lincoln des combattants américaines en Espagne (une organisation «communiste subversive» selon le dossier du FBI). Une fois les États-Unis en guerre, il s'engage comme conseiller pour la Navy –mais il est délibérément écarté pour des raisons politiques, ainsi que le révèle l'enquête de F. Jerome, des services de l'Armée de Terre et du «Projet Manhattan» de construction de la bombe atomique.

Par ailleurs, dès son arrivée aux États-Unis, Einstein avait manifesté son horreur pour le racisme à l'encontre des Noirs, et n'avait pas manqué d'héberger chez lui des artistes écartés des hôtels «blancs» de Princeton. Une fois la guerre terminée, on assiste aux États-Unis à une révoltante recrudescence des violences extrêmes et des lynchages dont sont victimes notamment d'anciens combattants noirs. Einstein dénonce, comme coprésident de la «campagne contre le lynchage», comme signataire d'appels, comme membre de comités, l'impunité dont jouissent les coupables et les complots montés contre des innocents. Il accorde aussi tout son appui à des personnalités noires persécutées pour leur lutte contre le racisme, comme l'historien W.E.B. Du Bois et le baryton Paul Robeson.

C'est l'un des intérêts du livre de Fred Jerome que de révéler la force et la continuité de cet engagement, peu souligné par les biographes

Affiche Perrier-Einstein (Ag. Ogilvy & Mather, 1998), Musée de la Publicité, 107 rue de Rivoli, 75001 Paris. Un petit clin d'œil à notre dossier consacré à la publicité le mois prochain!

d'Einstein – mais que le FBI ne manquait pas de retenir à sa charge!

### Le combat pour la paix et contre le maccarthysme

Si Einstein avait poussé à la construction de la bombe atomique «pour empêcher les ennemis de l'humanité de nous devancer dans cette voie», il désapprouvait, comme de nombreux scientifiques, l'utilisation sans avertissement de la bombe contre les civils d'Hiroshima et de Nagasaki, alors qu'à son avis une démonstration dûment documentée aurait pu faire plier les Japonais.

Mais ces bombardements s'adressaient également à l'Union soviétique et, au lieu de la paix et de la coopération, allait s'installer la guerre froide. Dès décembre 1945, Einstein devait le reconnaître: «À ce jour, ni la paix, ni aucune des libertés promises dans la Charte de l'Atlantique ne sont assurées. La guerre est gagnée – mais pas la paix». Mais son plaidoyer pour un

Gouvernement mondial ne trouvera d'écho ni à l'Est, ni à l'Ouest.

Aux États-Unis mêmes, l'escalade de la guerre froide débouche sur une exacerbation du nationalisme qui, à son tour, va menacer gravement la démocratie. En 1947, Einstein met en garde: «En Allemagne, j'ai pu voir à quel point un excès de nationalisme peut se propager comme une maladie, provoquant une tragédie pour des millions de gens. Actuellement, (...) je repère dans ce pays-ci des signes de la maladie».

Car bientôt la «chasse aux sorcières» s'en prend aux communistes, aux antifascistes, aux progressistes, aux militants des droits civiques, tous «rouges» et accusés d'être des agents soviétiques. Une délation généralisée s'installe. Des milliers d'intellectuels, de syndicalistes perdent leur emploi, comparaissent devant les tribunaux, sont conduits au désespoir, à la prison ou à la mort, comme les époux Rosenberg.

F. Jerome nous montre Einstein se dépensant pour soutenir les inno-

cents, les encourager, leur accorder son appui matériel, leur fournir un témoignage, une preuve d'amitié, alerter la presse en leur faveur: comme toujours, il sait mettre son nom au service des meilleures causes, sans pourtant gaspiller son crédit.

Et en juin 1953, il use une nouvelle fois de sa notoriété pour faire publier en première page du *New York Times* la lettre qu'il adresse à un enseignant convoqué par la Commission des Activités Antiaméricaines: «*Refusez de témoigner*, conseille Einstein aux intellectuels convoqués par le Congrès, *franchement, je ne vois que la voie révolutionnaire de non-coopération, dans l'esprit de Gandhi (...): refuser de témoigner, et donc être prêt à la prison et à la ruine économique, en bref au sacrifice de son bien-être personnel dans l'intérêt du bien-être culturel de ce pays.*»

Alors que le refus de témoigner était sévèrement puni, cet appel témoigne du courage intellectuel d'Einstein. On est loin de l'original qui tirait la langue à la presse. A moins que ce ne soit le même...

### Quelle Amérique?

Comme le souligne dans la préface du livre de F. Jerome la physicienne Françoise Balibar, éditrice des œuvres d'Einstein en français: «*Ce livre est important (... aussi) pour ce qu'il nous apprend des États-Unis*»: une très grande difficulté, paradoxalement, à accepter étrangers et immigrants, un extrême conformisme, la peur comme ressort de la politique – traits que l'on retrouve dans le témoignage remarquable de l'une des victimes du maccarthysme, le romancier Howard Fast, auteur du célèbre *Spartacus* mis en scène par Stanley Kubrick<sup>5</sup>.

À la lecture de ces témoignages, on ne peut s'empêcher de faire le lien avec aujourd'hui: le *Patriot Act*, qui est la négation même des libertés personnelles, le demi-million d'Américains qui après le 11 septembre ont dénoncé au FBI leurs voisins arabes, Guantanamo, Abou Ghraïb...

À propos des enquêtes du Congrès, Einstein disait en 1954: «*Ces investigations ont déjà détruit en profondeur le caractère démocratique de notre société*». Mais six semaines avant sa mort, il écrivait: «*Il me semble que la résistance à cette espèce de tyrannie stupide se développe petit à petit*».

Grâce à des gens comme lui... ▲

<sup>1</sup> Fred Jerome, *The Einstein File – F. Edgar Hoover's Secret War Against the World's Most Famous Scientist*, New York, 2003. Trad. française de Nicole Decostre, éd. Frison-Roche, Paris, 2005.

<sup>2</sup> 75% du dossier ont été libérés en 1982 après trois ans de démarches d'un chercheur universitaire s'appuyant sur le *Freedom of Information Act*, et le reste dix-sept ans plus tard, après deux autres années de démarches de F. Jerome et d'un groupe d'action civique, non sans que certaines informations restent censurées...

<sup>3</sup> À l'initiative des départements de physique de l'ULB et de la VUB, une grande exposition se tiendra à Bruxelles fin 2005 – début 2006, où seront présentés à l'intention du grand public et des écoles les travaux d'Einstein sur la relativité notamment, ainsi que les relations particulièrement riches entre Einstein et la Belgique.

<sup>4</sup> Voir l'excellent recueil: A. Einstein, *Physique, philosophie, politique*, textes choisis et commentés par F. Balibar, Points-Sciences, Le Seuil, Paris, 2002.

<sup>5</sup> H. Fast, *Mémoires d'un rouge*, Rivages, Paris, 2000.

# Les poubelles de l'Histoire

CLAUDE JAVEAU

Professeur de sociologie à l'ULB.

La mort s'est bien portée dans les médias ces derniers temps. Il y a d'abord eu ce qu'on a appelé le tsunami (parfois mis au pluriel) de la trêve des confiseurs de 2004. On se souviendra de ces interminables plans sur les cadavres gonflés rejetés par la mer sur les plages du Sud-Est asiatique. Puis il y eut le feuilleton de l'agonie de Terri Schiavo, cette habitante de la Floride qui était dans le coma sans possibilité d'en émerger depuis quatorze ans et dont le mari a fini par obtenir d'un tribunal qu'on la laisse enfin mourir. George W. essaya par tous les moyens de venir en aide à son frère Jeb, gouverneur de Floride, pour empêcher que le Juge Greer n'obtienne la déconnexion du tube par lequel madame Schiavo était alimentée. Le Président des États-Unis était soutenu par tout ce que son pays compte en matière d'associations Pro-Life et par une majorité de parlementaires qui, selon les propos du chef du groupe républicain à la Chambre des Représentants, ne voulaient pas cautionner un «acte de terrorisme médical». On aura rappelé, à cette occasion, que Bush, lorsqu'il était gouverneur du Texas, refusa sa grâce à cent cinquante-deux condamnés à mort. Si l'on en croit sœur Helen Préjean,

## Le petit Javeau illustré

Répertoire d'humeurs d'un intellectuel, *Le petit Javeau illustré* peut se lire comme les chroniques du déplaisir. Depuis cinq ans, le sociologue a rapporté dans les colonnes du quotidien *La Libre Belgique*, un festival d'observations sur les nuisances faites chaque jour à l'intelligence, la civilité, la justice, le silence, la musique, la langue, la nourriture ou encore l'enseignement.

Si Claude Javeau n'oublie pas de s'éblouir des merveilles du monde, il ne peut s'empêcher de constater que décidément, «la connexie est le seul mouvement perpétuel»!

Claude Javeau, *Le petit Javeau illustré*, coédition Le Grand Miroir/La Libre Belgique, 196 pages - 15 €.

Paul II ne fut pas chaussé de mules de satin blanc, mais de robustes molières en cuir. Neuves, toutefois.

Et enfin, Rainier III, banquier-croupier-cambiste en chef du Rocher. Sa malchance fut que son agonie fut concurrencée par celle d'un plus médiatique que lui, en dépit de tous les efforts de la presse pipelette. Le Roi des Belges, comme bon nombre de ses collègues, reprit le chemin des cathédrales, car ces mises en scène se sont déroulées dans le meilleur des mondes bigots possible. La télé-

Le Darfour: là où les caméras ne s'attardent pas, où le Club Med n'existe pas...

infatigable militante contre la peine capitale, les décisions d'envoyer à la piqure létale furent prises avec beaucoup de bonne conscience. Il est aussi responsable de la mort de plus de mille cinq cents soldats américains dans une guerre sans rime ni raison, sans compter (mais qui les compte?) tous les morts irakiens, dont la source semble loin d'être tarie.

Ensuite, il y eut le Pape, un véritable régal pour les médias thanatophages. On eut droit dans les étranges lucarnes, relayées par la presse écrite de presque tous les pays, aux dernières heures de sa vie, minute après minute, avant d'avoir droit aux premières heures de sa décomposition. Un tsunami de bondieuseries envahit alors la planète des médias, et les commentateurs, professionnels ou non, car comme jamais, les micros et les caméras firent le trottoir, rivalisèrent dans les péans tressés en l'honneur du chef de l'État le plus totalitaire du monde. Personne, pas même Gabriel Ringlet, ne semble avoir remarqué que contrairement à ses prédécesseurs, le cadavre de Jean-

vision ne nous cacha rien de ces pompes et, par des récits hagiographiques appuyés, de leurs prétendues circonstances.

Pendant tout ce temps, on a continué à enregistrer la mort quotidienne, de par le vaste monde, de vingt mille personnes, pour cause de pauvreté. Une mort toutes les quatre secondes. Mais les caméras ne font que passer furtivement au Darfour, au Pakistan, en Inde, au Malawi, en Bolivie, et on en passe, endroits où l'on ne trouve pas de Club Med, d'hôtels quatre étoiles pour vacanciers ou de bordels pour adeptes du tourisme sexuel. Ni de casinos ou de vaticans. Pour les médias, le «calvaire» d'une mère du Zimbabwe face aux ravages du sida chez ses enfants est loin d'équivaloir celui de Caroline Grimaldi. Une mort toutes les quatre secondes, c'est-à-dire un mort ou une morte toutes les quatre secondes. Depuis que vous avez commencé à me lire, combien de nos contemporains viennent-ils ainsi de basculer dans les misérables poubelles de l'Histoire? ▲

## Made in Belgium

# Brol, c'est du belge

MIREILLE ANDRIES

Faut-il y aller comme un Belge amoureux, un touriste curieux, un parent soucieux d'instruire ses enfants? Ou parce qu'il pleut? Quelle que soit la motivation qui pousse à franchir les portes de l'Espace Dexia, il y aura des surprises et des déceptions. Conçue comme une gigantesque vitrine, l'exposition *Made in Belgium* offre l'image hétéroclite d'une Belgique transcendée par ses héros nationaux, ses gloires sportives, ses vedettes internationales. Au hasard d'un couloir, on reconnaît un visage et on s'attendrit devant une vieille photo de sa jeunesse, une médaille de Karel Lismont, la pochette d'un 45 tours de Will Tura, l'affiche de *Benvenuta*. Chacun a les souvenirs qu'il peut. L'exposition fonctionne à l'émotion, qui naît de l'accumulation de références et de simples évocations, mais qui n'invite guère à la réflexion. Un inventaire pour solde de tout compte, après 175 ans.

## Politiquement correct

Bien difficile d'ailleurs de faire découvrir et expliquer 175 années de belgitude aux enfants! Certes, ils sauront tout de nos ancêtres les Gaulois jusqu'à la Révolution française, dans une partie historique intitulée «Libertés» qui est fort bien faite... mais qui s'arrête exactement là où commence la Belgique! Ensuite, on glisse rapidement, et sans commentaires, sur les deux guerres mondiales, on évoque à peine le suffrage universel et le droit de vote des femmes, on oublie les victoires sociales, on ignore les débats éthiques; et surtout on évite soigneusement d'aborder les conflits linguistiques. Quelques caricatures sur un coin de mur devraient suffire, mais surtout rien qui fâche, rien qui tâche! Tout est parfaitement lisse. Si on n'a pas lésiné sur les moyens, il n'y a pourtant aucune reconstitution d'ambiance pour évoquer une histoire récente, faite de sueur, d'or et de sang. Sur deux kilomètres et cinq niveaux, il va falloir se contenter de farfouiller

dans la mémoire collective, forcément sélective et forcément limitée pour les plus jeunes. Se succèdent le pire et le meilleur à travers douze salles thématiques destinées à raviver notre légitime fierté d'être belge. À la gloire de nos sportifs, au gré de leurs mérites, de leurs chaussures et de leurs trophées péniblement gagnés. Mais c'est Justine! À la gloire de nos chanteurs de variété, célèbres ou déjà oubliés, qui tournent en boucle à côté d'une très belle cave de jazz. À la gloire de nos auteurs en deux langues, en contemplant un livre d'Amélie Nothomb derrière une vitre. À la gloire de nos peintres, dans un tunnel qui donne envie d'aller très vite admirer leurs œuvres dans de bonnes conditions. À la gloire de nos dessinateurs, présentés pêle-mêle dans un incroyable télescopage de styles, carrément indigne du neuvième art et des richesses de notre crayonnage national!

## À la farfouille

Après un très joli défilé de haute couture anversoise, vient un coup de projecteur sur une Belgique triomphante dans des domaines aussi improbables que les expéditions polaires d'Adrien de Gerlache ou la balade dans l'espace de Dirk Frijmout. Plus loin, entre Sœur Emmanuelle et le Père Pire, il faut une loupe pour découvrir qu'Henri Lafontaine fut prix Nobel de la Paix en 1913 et une sacrée imagination pour revivre la période coloniale en admirant un splendide coffret en malachite. En revanche, impossible d'échapper à l'immense couloir, entièrement tapissé de boucliers cartonnés, qui nous

conduit vers une vieille épée rouillée. Tout ça pour ça!

Plus bas, une large place est faite aux scientifiques, aux découvertes et aux produits industriels. Sans doute l'espace le plus didactique et le plus interactif, en partie sponsorisé par de grandes entreprises. Avec la sidérurgie, il suffit d'un panneau pour mesurer la toute-puissance du capital et la réalité du grand marché européen dans lequel se dilue la petite Belgique. Pourtant, il n'y a pas un mot sur ses travailleurs et il est inutile d'espérer que la salle folklorique lui redonne un peu d'humanité: réduite à la portion congrue, la section semble être en réfection!

Épuisés, les badauds se traînent alors vers un bistrot de carton-pâte, bien loin de la Belgique joyeuse. À croire qu'aux relents de chauvinisme, ils préfèrent encore l'odeur des gaufres chaudes! Et qu'ils vont enfin se décider à relire *Le chagrin des Belges*. Quant aux touristes étrangers, faut-il leur dire qu'au Vieux marché, on peut toucher les objets et même croiser Milou? Goûter quelques caricoles dans le quartier des Marolles, c'est nettement moins cher et à peine moins indigeste! ▲

*Made in Belgium*, jusqu'au 15 septembre 2005, de 10 à 19h tous les jours sauf le lundi. Nocturne le mercredi jusqu'à 22h, 10 €. Rue de l'Écuyer, 1000 Bruxelles, Tél. 02/218.44.08 - [www.expo-madeinbelgium.be](http://www.expo-madeinbelgium.be)



## Art Nouveau & Design au Cinquantenaire

# De la nouille au plexiglas

BEN DURANT

Comment comprendre l'histoire des arts décoratifs belges si ce n'est en la replaçant dans la perspective d'un processus d'identité nationale aux lendemains d'une révolution triomphale en 1830? Le Cinquantenaire nous offre un panorama exhaustif, qualitatif et didactique.

Au contraire d'une peinture romantique qui coïncidait avec le sentiment national, on chercherait en vain, la moindre trace de révolution dans nos arts décoratifs, nos artisans vont se tourner vers un passé jugé prestigieux, celui de la grande tradition du mobilier malinois: bois massif et décor alambiqué vont se conjuguer de crédences en bahuts, afin de créer de toutes pièces,

des ambiances pseudo bruegéliennes ou rubéniennes.

Fort justement qualifié d'éclectique, dans la mesure où il ne possède pas de style propre mais les adopte tous, il fait écho à des manifestations similaires comme le *Biedermeier* en Allemagne ou le *Revival* en Grande-Bretagne. Ce style aura la vie dure puisqu'au néo-baroque s'enchaîneront un néo-gothique et un néo-Renaissance. La réaction ne se fit guère attendre et l'Europe, de la Russie à l'Espagne, connut une explosion printanière bourgeonnante connue sous le vocable général d'Art nouveau. Cet art total qui va mélanger architecture, peinture, décoration, orfèvrerie et tapisserie, connut des avatars divers selon les sensibilités nationales. Ainsi la France préféra-t-elle un floralisme japonisant au contraire de l'Autriche qui appliqua des formules plus strictes.

Cinquante ans après sa naissance, la Belgique (et Bruxelles surtout) va devenir une extraordinaire championnière de cet art novateur. Il faut aussi préciser que cette jeune Belgique connaît alors un fabuleux boom économique grâce à l'esprit d'entreprise prôné et vivement encouragé par son souverain, Léopold II. Ainsi Henry Van de Velde (1863-1957) va décorer «La Maison moderne» ouver-

te par Siegfried Bing à Paris en 1895 et il enchaînera de manière spectaculaire en Allemagne dès 1900 où il aménage le Folkwang Museum de Hagen, le Théâtre du Werkbund à Cologne et devient le conseiller artistique du grand-duc de Weimar dont la *Kunstgewerbeschule* (1906) sera son manifeste et le laboratoire de l'Art nouveau.

Lassée de l'éclectisme, notre grande bourgeoisie libérale aspirait à ce renouveau et accueillit avec empressement les premières manifestations du genre.

### De Horta à Serrurier-Bovy

À côté de Henry Van de Velde, l'artiste phare de cette période fut incontestablement Victor Horta (1861-1947). L'homme sublima la rencontre entre le graphisme et son exécution matérielle. Sa première œuvre-clé fut l'hôtel Tassel construit en 1893. Outre l'introduction de matériaux nouveaux comme le mariage entre le fer et le verre, il supervisa tout l'aménagement intérieur et on y remarque l'emploi généralisé de la ligne courbe appelée familièrement «*coup de fouet*» ou de manière péjorative «*style nouille*» ou encore «*paling stijl*». Son souci du détail était prodigieux, ainsi ne dessina-t-il pas moins de soixante poignées différentes pour l'hôtel Solvay construit avenue Louise. Son ornementation inspirée par le monde végétal eut le mérite de ne pas occulter les parties construites.

Le propos de Van de Velde – «*Très vite le style anglais fut transformé en une réalité belge*» – peut aisément s'appliquer au travail du Liégeois Gustave Serrurier-Bovy (1858-1910) qui fut, toujours selon Van de Velde «*le premier sur le continent européen à comprendre l'art industriel moderne, et il eut le courage de l'introduire et de le transformer dans la réalité*».

Au contraire de Horta, toutes les lignes chez Serrurier-Bovy ne sont pas fonctionnelles, elles participent plus volontiers à un savant mixage entre le japonisme et le style anglais

*Arts and Crafts* mais la grande innovation de Serrurier-Bovy résidera dans l'invention d'un mobilier préfabriqué et démontable baptisé «*Silex*». Ce projet utopiste se voulait adapté aux règles de l'hygiène et d'un confort fonctionnel, un ancêtre en quelque sorte du phénomène Ikea.

Pour aborder et expliquer l'Art Déco, il nous faut retourner à deux sources fondatrices, un mouvement artistique: *De Stijl* et une école, le *Bauhaus*. Dans un pays resté neutre durant la Première Guerre mondiale, les artistes hollandais peuvent œuvrer dans une certaine quiétude. Gerrit Rietveld sera l'architecte inspiré du *Stijl*, sa chaise «*Rood Blauw*» fabriquée en 1918 selon la loi des «rapports équilibrés purs» deviendra l'icône emblématique du mouvement. Ce furent aussi les principes du *Stijl* qui aboutirent à la création du Bauhaus en 1919 par Walter Gropius. Cet architecte allemand refusa l'étude rassurante du passé pour rechercher des solutions neuves et convaincre l'industrie de produire des objets, des luminaires et du mobilier modernes en grande série.

Admirateur fervent de Van de Velde, Marcel-Louis Bagniet (1896-1985) rejoint la revue *7 Arts* dès 1924 en y publiant un texte fondateur *Le Beau c'est l'utile*. Il participa l'année suivante, aux Expositions universelles et internationales des Arts décoratifs de Paris et de Monza avec la Société belge des Urbanistes et Architectes modernistes. En 1927, il ouvre à Bruxelles, son premier magasin de décoration, *L'Intérieur moderne*, où il présentera ses meubles fonctionnalistes, des sièges tubulaires et des tapis aux décors géométriques. Comme Louis Herman De Koninck, il fera une brève incursion dans le mobilier polychrome proposant à travers un bureau directorial ou une chambre d'enfants des *gesamtkunstwerks* dans l'air du temps.

En 1937, Van de Velde lui propose de participer à l'Exposition internationale de Paris. Bagniet y exposera un concept cher aux designers de l'époque: un ensemble mobilier standardisé bon marché qu'il a baptisé «*Standax*». Faute de succès, l'expérience s'arrêtera et Bagniet ne connaîtra jamais la production industrielle, échappant ainsi à la crainte exprimée quelques années plus tôt par Henry Van de Velde: «*Mon idéal serait une multiplication infinie de mes créations, avec un contrôle strict cependant. Je sais par expérience qu'un modèle dégénère rapidement lorsqu'il est produit en série*».

Il en ira de même pour le Brugeois Huib Hoste (1887-1957), qui outre l'architecture, réalisa de nombreux ensembles mobiliers à éléments dont il aimait à souligner qu'ils devaient être «*réalistes, clairement exécutés et de ce fait irradiant un esprit nouveau*».

Il nous paraît aujourd'hui évident que cet audacieux mobilier moderniste aux relents d'utopie sociale ne pouvait guère rencontrer les faveurs du grand public, pour qui l'Art Déco était avant tout une affaire de «chic». Car à la sobriété épurée des formes et des lignes, le bon bourgeois préférerait la courbe galbée des dressoirs ventrus en bois exotique, sommés de marbres épais et surmontés de grands miroirs dorés.

La manufacture courtraisienne De Coen en sera notre plus bel exemple. Créée au début du XX<sup>e</sup> siècle, elle surmontera la Première Guerre pour atteindre son apogée en 1928, année où les «Ateliers d'art de Courtrai» s'étalent sur 8 hectares et emploient 2 400 artisans dans vingt disciplines différentes.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Belgique libérée se hâte de rattraper le temps perdu. En juin 1950 se dresse –Porte de Namur– un chapiteau qui abrite l'exposition *Logis 50*. Bagniet en préface le catalogue: «*Les objets qui ont été choisis pour cette exposition se trouvent dans le commerce. Ils ne sont pas chers. Certains d'entre eux pourraient se vendre encore meilleur marché s'ils étaient fabriqués en plus grande série et selon des méthodes plus rationnelles*».

### Le «look» scandinave

Si la Belgique d'avant-guerre s'était successivement tournée vers l'Angleterre, l'Autriche puis l'Allemagne, avec les fifties, c'est la Scandinavie qui focalise l'attention de nos designers, l'angle droit cher au Corbusier s'efface devant les courbes élégantes du Finlandais Alvar Aalto. Meubles et objets se teignent de couleurs vives qui témoignent d'une fantaisie et d'une gaieté que la guerre avait occultées. On utilise volontiers de nouveaux matériaux comme le plastique, le plexiglas ou les bois stratifiés, sièges et meubles se haussent sur des piétements métalliques aériens et lévitent dans les livings. Outre l'incrotable Bagniet, retenons les personnalités de Willy Van der Meeren (1928) travaillant volontiers le bois et le métal colorés au service

Willy Van der Meeren, *lampe de table pour Tubax* (ca 1955). Coll. Galerie M. Marcy.

de la firme *Tubax*, ou le Courtraisien Emiel Veranneman (1924-2003) qui va renouer avec l'emploi des essences rares, des cuirs fins et des peintures laquées: «*Au fond, les créations de meubles de Veranneman sont des sculptures, mais qui répondent parfaitement aux qualités qu'on peut exiger d'une armoire, d'une chaise ou d'un meuble quelconque*», écrira un journaliste de l'époque. Saluons enfin le parcours atypique du Bruxellois Jules Wabbes (1919-1974). Cet autodidacte surdoué commença sa carrière comme anti-quaire avant de se tourner vers les créations de mobiliers. Wabbes était hautement apprécié pour ses ensembles de bureau en bois précieux et piétements métalliques, créant entre autres un modèle pour le comédien Gérard Philipe.

Cette dynamique nationale connaîtra son apogée en 1958, au Heysel, lors de l'Exposition universelle. Après cette date, on pourrait, à l'instar du directeur du Design Museum gantois, Lieven Daenens, se poser dorénavant la question: «*Est-il bien utile de vouloir faire une analyse du design du XX<sup>e</sup> siècle, conçu et créé dans un pays à trois cultures, qui se traduisent dans une structure politique de communautés et de régions et d'autant de gouvernements?*». ▲

«Nous admirons l'art ancien mais nous le laissons aux musées - pour nous, nous vivons parmi les vivants».

M.-L. Bagniet & E. Van Tonderren, 1927

M.-L. Bagniet, *fauteuil en bois courbé*, 1938. Coll. Galerie Quadri.

Art Nouveau & Design, 1830-1958, Musées Royaux d'Art et d'Histoire – Musée du Cinquantenaire, Parc du Cinquantenaire 10, 1000 Bruxelles, du 25 mai au 31 décembre 2005 - Infos: 02/741.72.11 – [www.kmkg-mrah.be](http://www.kmkg-mrah.be)



# Votez Moore!

VERA KOTAJI

En sa qualité de cinéaste documentaire, Michael Moore pavoise dans les sommets. Jusqu’au triomphe de ses films *Bowling for Columbine* et *Fahrenheit 9/11*, aucun documentaire n’avait figuré en tête du palmarès de Cannes.

Le succès de ses films se traduit non seulement par la reconnaissance académique, mais aussi par une audience phénoménale. Avant cela, seul un film de fiction était en mesure d’y prétendre.

Un voile de méfiance s’est pourtant vite abattu sur ces reportages traitant de la pauvreté, de la guerre et de l’injustice à échelle planétaire. Du côté des États-Unis, d’innombrables sites internet se consacrent avec passion à une attaque en règle de Michael Moore, l’accusant d’être anti-patriotique, tandis que les Européens lui reprochent d’être trop... américain. Mais a-t-on jamais reproché à Truffaut d’être français, à Rossellini d’être italien ou aux frères Dardenne d’être belges? Oui, Michael Moore est américain et s’il a pu agacer dans *Fahrenheit 9/11*, à suivre le parcours d’une mère éplorée, depuis sa foi patriotique aveugle jusqu’à un revirement l’amenant à la révolte et à l’insoumission, c’est qu’il ne répugne pas à montrer les larmes et la douleur. Cette idée que l’émotion nuit à la démonstration est d’un goût cartésien mais certainement pas universel. Et ne perdons pas de vue que Moore mène un combat contre un gouvernement qui formule son idéologie sur un mode émotionnel jusqu’à être irrationnel. «Après tout, ils ont voulu tuer mon père!» comme argument d’un discours présidentiel visant à justifier officiellement une guerre est, on en convient, autrement aberrant.

Si l’on jette un œil rapide sur la presse française, l’accueil est plutôt froid. Mais ce tour d’horizon permet de confirmer les tendances politiques de ladite presse. Car Moore a beau ne jamais l’énoncer –et sans doute ce type de credo ne se formule pas tel quel chez un Américain–, mais il penche résolument à gauche. Ainsi *Politics* et *L’Humanité* –celui-ci étant l’un des rares journaux à être partisan de Moore– ne sont décidément pas d’accord à son sujet. *Libération*, volontiers railleur à l’égard du cinéaste, n’est décidément plus si à gauche que jadis, sans parler des *Cahiers du Cinéma* - carrément injurieux à l’égard de Moore.

Michael Moore commet la triple incartade d’émettre un avis personnalisé sur le libéralisme tel qu’il est pratiqué à l’américaine, de l’exprimer sous la forme, réputée sérieuse, du documentaire et en plus, d’en faire ses choux gras. L’irritation qu’il peut provoquer laisse à penser que le spectateur exige du genre documentaire qu’il soit au-dessus de tout soupçon par son objectivité, sa rigueur et son intégrité éthique. C’est en tout cas sur ces points que son œuvre, quand elle est déclarée déplaisante, est attaquée.

### L’idéal du documentaire

Est-ce d’être peu coutumiers des documentaires, faiblement diffusés, que nous y placions un tel idéal de

pureté sans tache? Pourquoi les notions de mise en scène et de subjectivité deviennent-elles alors instantanément péjoratives? Ces notions ont beau être intrinsèques à tout acte créatif, quand il s’agit de faire un documentaire, elles ont intérêt à être gommées. Pourtant, l’idée que l’on ne parvient dans la création cinématographique à la vérité que par une série de mensonges et d’artifices est devenue un lieu commun. Et n’a-t-on pas depuis longtemps décelé de purs effets de mise scène dans ce qui est considéré comme l’œuvre fondatrice du documentaire, à savoir *Nanook l’Esquimau*, de l’incontesté Robert Flaherty?

Le documentaire se décline lui-même en une série innombrable de catégories. Michael Moore confectionne depuis seize ans des films qui synthétisent plusieurs types de langage qui fusionnent en un style singulier. Tenter de définir ce style invite à baisser la garde et prévient contre les contre-sens, comme cette accusation de faire de la «propagande».

Tout d’abord, Michael Moore «vient de la télévision» et il ne s’en cache pas. C’est avec une aisance évidente qu’il réorganise un matériel télévisuel préexistant. Les documents qu’il montre dans ses films ont tous été diffusés au moins une fois sur des chaînes privées ou publiques. En archiviste, il démontre l’inanité du discours médiatique, tout en conservant la forme de celui-ci. Chez lui, le simple fait de déterrer des images officielles «vieilles» d’à peine quelques mois devient un acte d’agitateur! Incohérence, dédits, contradictions, mensonges éhontés se révèlent d’eux-mêmes, à sa manière d’aligner quelques extraits épars de journaux télévisés. La fable des armes détenuées par l’Irak l’illustre, d’une façon aussi sinistre qu’ubuesque. Les «news» sont conçues pour être aussitôt oubliées par le téléspectateur, Michael Moore est là pour nous le rappeler...

Le cinéaste s’avère par ailleurs être un humoriste. Il suffit pour s’en convaincre de regarder son film *The Big One*, qui documente la tournée promotionnelle de son best-seller *Down size this*, une dénonciation des licenciements massifs pratiqués au sein d’entreprises, pourtant prospères... Cette traversée des États-Unis en plein «dégraissage» est ponctuée de conférences de presse qui s’apparentent à autant de one-man-show, rapprochant Michael Moore d’un Lenny Bruce, version agit-prop.

### La tradition du pamphlet

Fort de cet atout, le réalisateur perpétue dans ses films une tradition qui génère ses propres lois: celle du pamphlet. Dans cette mesure, il est vain de s’offusquer

«délocalisée» à Mexico. Dans les documentaires qui suivront, il y aura toujours un moment où l’on retournera dans cette partie du Michigan, sorte d’«état-témoin». Un lieu symbolique qui abrite une classe moyenne américaine utilisée comme cible de choix par la politique gouvernementale, décidée à saper jusqu’aux derniers acquis sociaux. Cette zone, sinistrée depuis vingt ans et dont 87% des jeunes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, sert de pivot à son argumentation et même de fil rouge, d’un film à l’autre. Qu’il s’agisse d’expliquer le nombre inquiétant de meurtres par balle aux États-Unis ou d’analyser les alibis de cette guerre sauvage menée arbitrairement contre l’Irak, Michael Moore, inlassablement, remonte le fil des causalités, en amont. Où s’est déroulée cette ef-

filmer le réel, ne fait-il pas partie intégrante de ce réel et même, au premier chef? Nous pouvons estimer que le cinéaste s’octroie le rôle principal, dans le sens où, mû par cette croyance en l’action directe sur le fait social, il fait suivre sa parole par l’action! *Fahrenheit 9/11* nous informe entre autres choses qu’aucun des membres du Congrès n’a lu le *Patriot Act*. Qu’à cela ne tienne, le plan suivant montre notre intrépide réalisateur, circulant en face de la Maison-Blanche dans une camionnette, lisant dans un porte-voix cette fameuse loi qui signe l’arrêt de mort de libertés individuelles fondamentales. Ce type d’enchaînements comiques relève d’une méthode particulière, qui tient d’une poétique du concret. La mise en scène de son propre personnage souligne avant tout une proximité immédiate avec les événements décrits. Parfois même, le poids de ce «personnage encombrant» finit par infléchir la rigidité d’un système, comme le prouve cette requête, satisfaite par les magasins K-Mart, de retirer leurs munitions de la vente...

Godard aurait déclaré: «*Michael Moore ne fait pas des films, juste des discours*». Citation pour citation, on pourrait lui renvoyer celle de Jean Renoir: «*Tout ce qui bouge sur un écran est du cinéma*». En attendant, les films de Moore à coup sûr recèlent un discours sur le marasme social et économique. Ils dénoncent la démission de l’État dans son devoir de régulateur, face à un néo-libéralisme toujours plus criminel. En cela, la particularité de Moore réside dans ce grand écart qu’il pratique sans arrêt entre la satire et la critique sociale argumentée; entre le vécu individuel et le destin collectif.

Dans *Sicko*, le film qu’il est en train de préparer, Michael Moore passe au crible le deuxième mandat du président Bush, mais traite aussi des malversations en cours dans l’industrie pharmaceutique. Pour rappel, Michael Moore avait déjà signalé dans sa série télévisée *The Awful truth* que le ministre de la Santé du gouvernement Bush avait fait financer sa campagne électorale par les grandes industries du tabac. Au risque de plagier les pirouettes godardiennes, gageons que Michael Moore nous réserve sur le sujet «*non pas un raisonnement par l’absurde, mais juste un raisonnement sur l’absurde*». ▲

Moore: le pamphlet comme modèle.

des libertés canailles qu’il prend vis-à-vis d’une déontologie journalistique de base, comme lorsqu’il prête, de force, cette voix-off fantaisiste à George Bush. Filmé dans cette école primaire, le président s’oblige à lire une histoire de petite chèvre aux enfants, alors qu’il vient d’être averti des attaques des Twin Towers, et qu’il se demande «*par qui il a bien pu être floué*»...

Moore, face à ses adversaires, peut répondre de son propre vécu. Son premier film significatif, *Roger & Me*, est d’ailleurs ouvertement autobiographique. Avec ce film, il mesure l’état de délabrement social et économique dans lequel Flint, sa ville natale, est plongée depuis la fermeture de l’usine General Motors,

froyable tuerie de lycéens? Pas très loin de Flint. Où trouver de nouvelles recrues à envoyer au casse-pipe, en échange d’une éducation? Dans les supermarchés de Flint. Maintenir une population dans la peur, la pauvreté, l’ignorance est le moyen idéal pour l’État de consolider sa hiérarchie sociale et c’est ainsi que l’élite gouvernementale mène une guerre permanente contre sa propre population. Michael Moore est issu d’une région qui en est la sombre manifestation.

Une autre caractéristique de ce cinéma est la place centrale qu’occupe le réalisateur, comme acteur à part entière de ses propres investigations. Car Monsieur Moore a le tort de ne pas être invisible à l’écran. Mais si un cinéaste entreprend de

Bibliographie

- Guy Gauthier, *Le documentaire, un autre cinéma*, collection Nathan Cinéma, éd. Nathan.
- Michael Moore, *Tous aux abris. Mike l’arme de dérision massive*, La Découverte & 10/18.
- Michael Moore, *Mike contre-attaque. Bienvenue aux États Stupides d’Amérique*, 10/18.
- Michael Moore, *Dégraissez-moi ça. Petite balade dans le cauchemar américain*, La découverte & 10/18.